



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 14 SEPTEMBRE, 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3513

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 6e jour de septembre 1901, de nommer M. Samuel Casavant, industriel, de Saint-Hyacinthe, membre du Conseil des Arts et Manufactures.

3533

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 2e jour d'août 1879, pour le canton de Dundee, comté d'Huntingdon, et de nommer par commission en date du 9 septembre 1901, David Baker, Farquhar McLennan et Thomas Farlinger commissaires de la dite cour.

3555

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 14th SEPTEMBER, 1901

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

3514

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 6th day of September instant, 1901, to appoint Mr. Samuel Casavant, manufacturer, of Saint Hyacinthe, a member of the Council of Arts and Manufactures.

3534

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 2nd day of August 1879, for the township of Dundee, county of Huntingdon, and to appoint by commission dated the 9th of September, 1901, David Baker, Farquhar McLennan and Thomas Farlinger, commissioners of the said court.

3556

Proclamation

Canada
Province of }
Québec }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.
A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIEME jour du mois d'AOUT mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUINZIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3117

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du cinquième jour de septembre 1901, incorporant Frederick Moule, marchand ; Alexander Morrison, marchand ; Robert L. Richards, marchand ; Joseph W. Long, dessinateur, et Lillian Keyes, agent d'assurances, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes, savoir :

(a) De faire les affaires comme marchands et manufacturiers en gros et en détail, d'habits et de vêtements de toute sorte pour femmes et enfants.

(b) De manufacturer, vendre toute sorte de vête-

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King, Defender of the Faith, &c., &c.
To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-NINTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-NINTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear ;

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on TUESDAY, the EIGHTH day of the month of OCTOBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this FIFTEENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

3118

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fifth day of September, 1901, incorporating Frederick Moule, merchant ; Alexandre Morrison, merchant ; Robert L. Richards, merchant ; Joseph W. Long, designer, and Lillian Keyes, advertising specialist, all of the city and district of Montreal, for the following purposes, viz :

(a) To carry on business as wholesale and retail dealers and manufacturers of womens' and childrens' clothing and wearing apparel, of any and every description ;

(b) To manufacture, sell, trade and deal in all

ments et toutes machines, instruments, outils, meubles, matériaux et fournitures employés dans la confection d'iceux et en faire le commerce ;

(c) De prendre, acquérir, posséder, transporter, vendre des actions, stock ou débetures dans toute autre compagnie ayant déjà les mêmes objets ou en partie semblables à ceux de la compagnie proposée, en faisant des affaires capables d'être conduites de manière que, soit directement ou indirectement, elles soient au bénéfice de la compagnie proposée ;

(d) D'émettre à toutes personnes des actions payées en entier ou par versements dans le fonds social, soit ordinaires ou préférentielles de la dite compagnie (conformément aux dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et ses amendements) en échange ou en paiement pour le transport à la dite compagnie de tout meuble ou immeuble ;

(e) De faire les affaires comme marchands et commerçants, tant en gros qu'en détail, contracteurs, tailleurs, fournisseurs et manufacturiers ;

(f) Agir comme marchands à commission et agents manufacturiers ;

(g) En général faire toutes autres choses nécessaires ou en rapport à la mise en opération des susdits objets, sous le nom de "The Novi Modi Costume Company", avec un fonds social de soixante et quinze mille piastres (\$75,000), divisé en trois mille cinq cents (3,500) actions de stock préférentiel cumulatif de dix piastres (\$10.00) chacune, préférentiel tant sur le capital que sur les dividendes, et quatre mille (4,000) actions de stock ordinaire de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de septembre 1901.

JOS. BOIVIN,

3535

Sous-secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 10 septembre 1901, incorporant William Joseph Poupore, contracteur, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; David Russell, marchand, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau-Brunswick ; Michael Patrick Davis, contracteur, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario ; James Charles Malone, marchand, de la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec, et James H. Doody, commerçant, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau Brunswick, dans les buts suivants, savoir :

(a) Manufacturer, fournir, vendre et disposer de gaz, gazoline et acétylène pour les fins de l'éclairage ou du chauffage, et autres fins auxquelles ils peuvent être appliqués ;

(b) Faire le commerce, manufacturer et rendre vendables, et vendre ou autrement disposer du charbon de bois, goudron de houille, bitume, asphalte, liqueur ammoniacale, et autres résidus provenant ou tirés des matériaux employés dans la manufacture du gaz ;

(c) Acquérir, manufacturer, construire, disposer, ériger, maintenir et exploiter toutes usines pour contenir, recevoir et purifier le gaz, la gazoline et l'acétylène, et tous autres bâtiments et usines, constructions, appareils, compteurs, tuyaux, accessoires, fournitures et machines nécessaires ou opportuns en rapport avec le dit commerce ;

(d) Acquérir par achat, permis ou autrement, et employer, louer, vendre, permettre ou autrement disposer de toute invention ou lettres patentes, ou de tout droit d'utiliser ou employer toutes inventions se rapportant à la production, manufacture ou fourniture du gaz pour l'éclairage ou le chauffage, ou tout résidu provenant de ces derniers ;

(e) Acquérir et exploiter les usines, fonds, propriété, franchises, biens et affaires de toute personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village, incorporés ou non, autorisés à exploiter toute industrie comprise dans les dispositions de cet acte, ou

kinds of clothing and all machinery, plant, tools, furniture, materials and supplies used in the manufacture of same ;

(c) To take, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stock or debentures in any other company having objects altogether or in part similar to those of the proposed company, or carrying on business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the proposed company ;

(d) To issue to any person paid-up or unassessable shares in the capital stock, either common or preferred of said company (under the requirements of the said joint stock companies act, and its amendments) in exchange or in payment for the transfer to said company of any real or person property ;

(e) To carry on the business of merchants and traders, both by wholesale and retail, contractors, furnishers and manufacturers ;

(f) To act as commission merchants and manufacturers agents ;

(g) And generally to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the purposes aforesaid or any of them, under the name of "The Novi Modi Costume Company," with a total capital stock of seventy-five thousand (\$75,000.00) dollars, divided into three thousand and five hundred shares of cumulative preferred stock of ten dollars (\$10) each, preferred both as to capital and as to dividends and four thousand shares (4,000) of common stock of ten dollars each (\$10).

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this sixth day of September, 1901.

JOS. BOIVIN,

3536

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 10th day of September, 1901, incorporating William Joseph Poupore, contractor, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; David Russell, merchant, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick ; Michael Patrick Davis, contractor, of the city of Ottawa, in the province of Ontario ; James Charles Malone, merchant, of the city of Three Rivers, in the province of Quebec, and James H. Doody, trader, of the city of Saint John, in the province of New Brunswick.

(a) To manufacture, supply, sell and dispose of gas, gasoline and acetylene for the purposes of light or heat, and for any other purpose for which the same may be used ;

(b) To deal with, manufacture and render saleable, and sell or otherwise dispose of coke, coal-tar, pitch, asphaltum, ammoniacal liquor, and other residual products arising or to be obtained from the materials used in the manufacture of gas ;

(c) To acquire, manufacture, construct, lay, erect, maintain and operate all works for holding, receiving and purifying gas, gasoline and acetylene, and all other buildings and works, structures, apparatus, meters, pipes, appliances, fittings, supplies and machinery necessary or advisable in connection with the said business ;

(d) To acquire by purchase, license or otherwise, and use, lease, sell, license or otherwise dispose of any invention or letters patent, or any right to use, or employ any inventions in connection with the production, manufacture or supply of heating and illuminating gas or any of the residual products thereof ;

(e) To acquire and operate the works, stock, property, franchises, assets and business of any person, company, city, town, municipality or village, and whether incorporated or not, authorized to carry on any business comprised in the objects of this Act, or

conclure un arrangement pour telles fins ou s'y rattachant, et se charger des dettes de telle personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village à cette fin, et acquiescer, garder ou disposer du tout ou d'une partie des actions, débetures, et valeurs de telle personne, compagnie, cité, ville, municipalité ou village, avec lesquels la compagnie a conclu un arrangement ou passé un contrat ;

(f) Construire des fourneaux, four à charbon de bois, tramways, quais, jetées, bureaux et tous bâtiments nécessaires, et acheter, louer, construire et réparer des vaisseaux à vapeur et autres pour les fins de la compagnie ;

(g) Accorder des permis à toute personne, compagnie ou corporation municipale, les autorisant à se servir de tout brevet, permis ou droit en possession de ou appartenant à la compagnie, et d'en recevoir le paiement soit en espèces ou en obligations ou débetures ou en actions pleinement acquittées du capital-actions de toute telle autre compagnie ou corporation, et devenir pour autant un actionnaire dans toute telle compagnie ;

(h) Exercer l'industrie de manufacturiers, négociants et entrepreneurs pour la vente, l'achat et l'échange de becs de lampes à gaz, à l'huile ou de lampes électriques, et de lampes en général de toutes sortes et descriptions, ainsi que tous articles s'y rattachant, soit seuls ou en rapport avec d'autres articles et produits, ou de quelque manière que ce soit, et de toutes matières qui sont ou peuvent être employées dans la manufacture d'aucun des articles ou produits ci-haut mentionnés, et en général manufacturer, acheter, vendre, échanger et faire le commerce des dits articles, ou de chacun ou d'aucun d'eux, et de toutes matières ou substances employées ou qui peuvent être employées dans la manufacture et la production de chacun ou d'aucun des dits articles ;

(i) Emprunter ou prélever de l'argent pour toutes les fins de la compagnie, et afin de garantir cet argent ainsi que l'intérêt, hypothéquer ou grever l'entreprise ou tout ou partie de la propriété que possède la compagnie, ou qu'elle acquerra, et créer, émettre, faire, tirer, accepter et négocier des obligations, lettre de charge, billets à ordre ou effets négociables ;

(j) Exercer toutes ou partie des industries ci-dessus comme parties principales ou comme agents pour toute autre personne, maison de commerce, association ou compagnie, et s'occuper de toutes affaires se rattachant aux objets susdits, ou propres à les atteindre, sous le nom de "The Three Rivers Gas, Heat and Power Company", avec un fonds social de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000), divisé en deux mille cinq cents actions (2,500) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce onzième jour de septembre 1901.

3583 JOS. BOIVIN,
Sous-Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 4 janvier 1901, incorporant Hugh Brody, contracteur; James Rogers, commerçant; Napoléon Marsan, contracteur; Joseph Bernard, commerçant, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes, savoir: encourager les arts, la récréation et l'instruction pour promouvoir l'avancement des commis voyageurs, sous le nom de "Le Club Commercial des Commis Voyageurs", avec un fonds social de deux mille (\$2,000.00) piastres, divisé en quatre-vingt actions (80) de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de septembre 1901.

3579 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province.

enter into any arrangement for such purpose or in connection therewith, and for assuming the liabilities of such person, company, city, town, municipality or village in respect thereof, and acquire, hold or dispose of the whole or any part of the shares, debentures, and securities of such person, company, city, town, municipality or village, with which the company has entered into an arrangement or contract ;

(f) To construct furnaces, coke ovens, tramways, wharfs, docks, offices and all necessary buildings, and purchase, hire, build and repair steam and other vessels for the purpose of the company ;

(g) To grant licenses to any person, company or municipal corporation to use any patent, license or right held and owned by the company, and to receive payment therefor, either in cash or in bonds or debentures or in fully paid-up shares of the capital stock of any other such company or corporation, and to become to such extent a shareholder in any such company ;

(h) To carry on the business of manufacturers of dealers in, and contractors for the sale, purchase and exchange of gas, oil and electric light burners, and burners generally of all kinds and descriptions, as well as all related articles, either alone or in connection with other articles and products, or in any way whatever, and of all materials which are or may be used in the manufacture of any of the above mentioned articles or products, and generally to manufacture, buy, sell, exchange and deal in the said articles, or any or either of them, and all materials or substances used or which may be used in the manufacture and production of each or any of said articles ;

(i) To borrow or raise money for any of the purposes of the company, and to secure the same and interest, to mortgage or charge the undertaking or all or any part of the property present or to be acquired of the company, and to create, issue, make, draw, accept and negotiate bonds, bills of exchange, promissory notes or negotiable instruments ;

(j) To carry out all or any part of the foregoing objects as principals or agents or in conjunction with any other person, firm, association or company, and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Three Rivers Gas, Heat and Power Company", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000), divided into two thousand and five hundred shares (2,500) of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated at the office, of the secretary of the province of Quebec, the eleventh day of September, 1901.

3584 JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1901, incorporating Hugh Brody, contractor; James Rodgers, trader; Napoléon Marsan, contractor; Joseph Bernard, trader, all of the city of Montreal, for the following purposes, namely: to encourage the arts, recreation and education for promoting the welfare of travelling agents, by the name of "Le Club Commercial des Commis Voyageurs", with a total capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into eighty (80) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the provincial secretary of Quebec, this twelfth day of September, 1901.

3580 ADELARD TURGEON,
Provincial Secretary.

RÈGLEMENTS adoptés par la commission administrative du fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement primaire et sanctionnés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, le 29 décembre 1900, conformément à l'article 537 de la loi de l'instruction publique.

La commission administrative, considérant que, d'après l'article 537 de la loi de l'Instruction publique, elle est tenue de faire les règlements qu'elle juge nécessaires pour mettre en vigueur les dispositions du titre septième de la dite loi et pour faire face aux cas imprévus, fait les règlements suivants:

1° Le fonctionnaire de l'enseignement primaire qui reçoit une pension en vertu des dispositions de l'article 493 de la loi de l'Instruction publique, ne peut enseigner dans une école sous contrôle ou dans une école subventionnée, pour en retirer un bénéfice soit directement soit indirectement.

2° Le pensionnaire qui a atteint l'âge de 56 ans et qui ne réside pas dans la province de Québec, doit fournir chaque année à la commission administrative du fonds de pension, la preuve de son existence.

3° La moyenne du traitement des fonctionnaires de l'enseignement primaire s'obtient en divisant la somme des traitements sur lesquels les fonctionnaires ont payé la retenue, par le nombre d'années d'enseignement; le quotient de cette division ne doit pas excéder onze cent cinquante piastres. Art. 495 L. I. P.

4° Le fonctionnaire de l'enseignement primaire qui reçoit une pension en vertu des dispositions de l'article 496 de la loi de l'Instruction publique, ne peut enseigner dans une école sous contrôle.

5° Les certificats de médecin prescrits par l'article 497 de la loi de l'Instruction publique, ne peuvent être considérés comme satisfaisants par la commission administrative, s'ils ne contiennent, sur l'état de santé du fonctionnaire qui demande pension, des détails techniques suffisants pour permettre à un médecin qui serait consulté par la commission, de dire si oui ou non ce fonctionnaire est dans l'impossibilité d'enseigner.

6° Tout pensionnaire qui a obtenu une pension à cause de maladie, est tenu de produire annuellement, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 56 ans, un certificat de médecin contenant, sur l'état de santé de ce pensionnaire, des détails techniques suffisants pour permettre à un médecin qui serait consulté sur ce certificat, de dire si oui ou non ce pensionnaire est dans l'impossibilité de reprendre l'enseignement. Il doit aussi avoir en sa faveur le rapport d'un inspecteur d'écoles qui l'a visité, conformément aux dispositions de l'art. 539, L. I. P.

7° L'instituteur muni de brevet est un fonctionnaire de l'enseignement primaire. Il peut, aux termes des articles 500 et 510 de la loi de l'Instruction publique, faire compter toutes ses années de service depuis l'âge de dix-huit ans, quelque soit la date de son diplôme.

8° Le mot "pendant" dans la version française et le mot "during" dans la version anglaise de l'article 502 de la loi de l'Instruction publique, doivent être interprétés dans un sens libéral: il suffira que le fonctionnaire prouve qu'il a enseigné quatre ans dans les cinq dernières années précédant sa demande de pension.

9° Le fonctionnaire qui veut qualifier sa femme à recevoir une pension doit verser, en sus de la retenue payable par lui, une somme égale à la moitié de cette retenue, pour les années pendant lesquelles il a été marié. Or, comme le taux de la retenue pour les années antérieures à 1880 est fixé à cinq pour cent, il s'en suit que la retenue est de sept et demi pour cent, pour les années pendant lesquelles le dit fonctionnaire a été marié. Deux cinquièmes ou trois pour cent doivent avoir été payés avant le 1er janvier 1887, et un cinquième ou un et demi pour cent doit être retenu annuellement sur la pension du dit fonctionnaire, pendant les trois premières années qu'il reçoit sa pension. Si le fonctionnaire décède avant d'avoir obtenu sa pension,

REGULATIONS adopted by the administrative commission of the pension fund of officers of primary instruction and sanctioned by the Lieutenant-Governor in Council, the 29th of December, 1900, in accordance with article 537 of the school law.

The administrative commission, considering that in accordance with article 537 of the school law, it is bound to make all regulations which it may deem necessary to put title seven of said law into operation and to provide for unforeseen cases, makes the following regulations:

1. Officers of primary instruction who receive a pension in virtue of the provisions of article 493 of the school law, shall not teach in a school under control or in a subsidized school for direct or indirect gain.

2. Pensioners who have attained the age of 56 and who do not reside in the province of Quebec, must furnish proof yearly of their existence to the administrative commission of the pension fund.

3. The average salary of officers of primary instruction shall be obtained by dividing the amount of the salaries on which they have paid stoppages by the number of years of teaching, the sum of this division must not exceed eleven hundred and fifty dollars.

4. Officers of primary instruction who are in receipt of a pension in virtue of the provisions of article 496 of the school law, cannot teach in a school under control.

5. The medical certificates provided for by article 497 of the school law cannot be considered satisfactory by the administrative commission, if they do not give, in connection with the statement of health of the officer who applies for pension, sufficient technical details to enable the physician consulted by the commission to state whether or not the officer is unable to teach.

6. Every pensioner who has obtained a pension on account of sickness, is bound to produce annually, until he has reached the age of 56, a medical certificate showing his state of health and giving sufficient technical details to enable a consulting physician to say whether or not the pensioner is unable to resume teaching. The report of the school inspector who visited him, in accordance with article 539 of the school law, must also be in his favor.

7. A teacher holding a diploma is an officer of primary instruction. He may, in accordance with the provisions of articles 500 and 510 of the school law, have counted all his years of service from the age of eighteen, notwithstanding the date of his diploma.

8. The word "pendant" in the french version and the word "during" in the english version of article 502 of the school law, should be interpreted in a liberal sense: It shall be sufficient for an officer of primary instruction to establish that he has served as such during four years in the five last year preceding his application for pension.

9. An officer who wishes to qualify his wife for a pension must pay, in excess of the stoppages payable by himself, a sum equal to the half of said stoppages, for the years during which he is married. As the stoppages for the years preceding 1880 were fixed at five per cent, it follows that the stoppage will be seven and a half per cent for the years during which said officer has been married. Two-fifths or three per cent should have been paid before January 1st, 1887, and one fifth or one and a half per cent should be retained annually from the pension of said officer during the three first years that he receives his pension. If the officer dies before receiving a pension, one half per cent annually, during three years, shall be retained from the widow.

il doit être retenu à la veuve, un demi pour cent annuellement pendant trois ans, pour parfaire la somme que son mari aurait été tenu de payer pour elle. Arts. 505 et 506, L. I. P.

10° Il pourra être permis à un fonctionnaire de payer la retenue sur son traitement pour les années qu'il a passées dans l'enseignement depuis 1880, pourvu qu'il donne la preuve à la commission administrative du fonds de pension que son retard est dû à des causes justes et raisonnables. Art. 520, L. I. P.

11° Le traitement d'un fonctionnaire de l'enseignement primaire qui ouvre une école privée ou y accepte momentanément du service doit être estimé suivant l'échelle des salaires établis à l'article 528 de la loi de l'Instruction publique. Art. 525, L. I. P.

12° L'article 528 de la loi de l'Instruction publique ne s'applique pas aux académies, pour les années antérieures à 1877, parce qu'alors il n'existait aucune loi qui leur permit de devenir écoles sous contrôle. Le traitement des fonctionnaires de l'enseignement primaire employés dans ces académies doit être évalué d'après les dispositions de l'article 527 de la dite loi.

13° Le fonctionnaire qui enseigne dans une école du soir ouverte ou dirigée par les commissaires d'écoles, peut ajouter à son traitement la somme qu'il reçoit pour enseigner dans la dite école, pourvu qu'il soit engagé et payé par les commissaires. Cette somme n'étant pas considérée comme un avantage mais comme un traitement. Art. 529, L. I. P.

14° La pension d'un fonctionnaire, si elle a été donnée par les autorités scolaires ou par les contribuables, ou, si elle a été fournie par l'institution dans laquelle ce fonctionnaire a enseigné, sera estimée et comprise dans le traitement. Art. 529, L. I. P.

F. X. COUILLARD,

Secrétaire de la commission administrative
du fonds de pension.

Département de l'Instruction publique, Québec.
3539.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 6931.

Marchand.

Rang Sud de la rivière Macaza.
Lots 17 et 18, à Abraham Wrubleneski.
Lot 21, à Jacob Wrubleneski.
Lot 22, à Isidore Pascal.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 7 septembre 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 7142.

Grandison.

Lot 26, du 3e rang, à Geo. T. Dorion.

to complete the sum which her husband should have paid in for her. Articles 505 and 506, school law.

10. It shall be competent for an officer to pay the stoppages on his salary for the years during which he has taught since 1880, provided that he proves to the administrative commission of the pension fund, that the delay in payment is due to just and reasonable causes. Art. 520, school law.

11. The salary of an officer of primary instruction who opens a private school or who temporarily accepts a position therein, shall be estimated in accordance with the scale of salaries established by article 528, of the school law. Art. 525, school law.

12. Article 528 of the school law does not apply to academies, for the years previous to 1877, because there existed no law permitting them to become schools under control. The salaries of officers of primary instruction employed in these academies should be valued in accordance with the provisions of article 527 of said law.

13. An officer who is teaching in a night school directed by school commissioners, may add to his salary the amount which he receives for teaching in said school, provided that he is engaged and paid by the commissioners. Said sum shall not be considered as a benefit but as salary. Art. 529, school law.

14. The board of a teacher, whether given by school authorities or by the rate-payers, or provided by the institution in which the officer taught, shall be estimated and included in the salary. Art. 529, school law.

F. X. COUILLARD,

Secretary of the administrative commission.

Department of Publique Instruction, Québec.
3540

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Québec, viz :
Adj. 6931.

Marchand.

Range South of the river Macaza.
Lots 17 and 18, to Abraham Wrubleneski.
Lot 21, to Jacob Wrubleneski.
Lot 22, to Isidore Pascal.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Québec, 7th September, 1901.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Québec, viz :
Adj. 7142.

Grandison.

Lot 26, in the 3rd range, to Geo. T. Dorion.

Adj. 7143.

Marchand.

Lot 20, du 5e rang, à Louis Brunet.
Lot 21, du 5e rang, à Louis Brunet.

Adj. 7144.

Mousseau.

Lot 28, du 3e rang, à Ephrem Hurtubise.
E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 6 septembre 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7149.

Dorion.

3e rang.
Lots 10 et 11, à Robert H. Darby.
4e rang.
La $\frac{1}{2}$ sud des lots 10 et 11, à Chs. Darby.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 12 septembre 1901.

3537

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Québec, le 23 septembre 1901, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
4 juillet 1901.

2827

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

51.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte

Adj. 7143.

Marchand.

Lot 20, in 5th range, to Louis Brunet.
Lot 21, in 5th range, to Louis Brunet.

Adj. 7144.

Mousseau.

Lot 28, in the 3rd range, to Ephrem Hurtubise.
E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 6th September, 1901.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7149.

Dorion.

3rd range.
Lots 10 and 11, to Robert H. Darby.
4th range.
South $\frac{1}{2}$ of lots 10 and 11, to Chs. Darby.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 12th September, 1901.

3578

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at Quebec, on the 23rd September, 1901, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
4th July, 1901.

2828

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clear

antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de ce bill déposent au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et on sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts ou déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3509

G. C. L.

and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, v. z. :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

3510

O. L. C.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Il nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spéciaux sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rearpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des bûches de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou sollicitant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cin-

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice of shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing.

quante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexé.

"Les bills pour incorporer les villes ne doivent contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, et spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront retirés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

3511

The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway-turnstile road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

3512

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que les membres de la Congrégation Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas, Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte pour les incorporer sous le nom de "Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas of Montreal," avec pouvoir d'acquiescer et posséder des propriétés immobilières, de tenir des registres d'actes d'état civil, et d'exercer tous autres droits relatifs aux corporations religieuses.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,
Avocats des requérants.
Montréal, 3 septembre 1901. 3489-2

Avis public est par le présent donné que la corporation des allemands et juifs polonais de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, à l'effet d'amender sa charte en abrogeant certaines parties de l'acte de l'ancienne province du Canada, 9 Vict., chap. 96; changer le nom de la dite corporation en celui de "Corporation of English, German and Polish Jews Shaar Hashomayim; augmenter ses pouvoirs pour posséder des propriétés mobilières et immobilières; d'abolir le mode d'enregistrement requis par l'acte de l'ancienne province du Canada, 9 George IV, chap. 75; d'autoriser la rectification des registres d'état civil, ci-devant tenus par la dite corporation, et pour autres fins.

JACOBS, LYON,
PATTERSON & GARNEAU,
Avocats de la requérant.
Montréal, 3 septembre 1901. 3491-2

AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné que The Jacques Cartier Water Power Company s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier et confirmer les divers transports, en vertu desquels, les droits de fournir l'éclairage, le chauffage et pouvoir produits par l'électricité, dans la cité de Québec et dans les municipalités environnantes, à elle cédés par The Standard Light & Power Company de Montréal, et de plus de déclarer et définir les droits et privilèges dont elle jouit et possède maintenant quant au télégraphe, téléphones et autres compagnies électriques. Et aussi étendre ses pouvoirs pour les susdites fins dans le district de Québec.

W. & A. H. COOK,
Procureurs de The Jacques Cartier
Water Power Coy.
EDWARD SLADE,
Gérant général.
Québec, 19 juin 1901. 3239 5

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } Cour Supérieure
No 770.
Dame Martine Gervais, de la ville de Salaberry de Valleyfield, épouse de Donat Dubuc, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;
vs.
Le dit Donat Dubuc, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.
SEERS & LAURENDEAU,
Procureurs de la demanderesse.
Beauharnois, 10 septembre 1901. 3569

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the members of the Congregation Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas, Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for the passing of an Act to incorporate them under the name of "Beth Hamedrash Haggodol Chevra Shaas of Montreal," with power to acquire and possess immovable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,
Attorneys for applicants.
Montreal, 3rd September, 1901. 3490

Public notice is hereby given that the corporation of German and Polish Jews of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter by repealing certain portions of the Act of the late province of Canada, 9 Vict., chap. 96, by changing the name of the said corporation to the corporation of English, German and Polish Jews Shaar Hashomayim; by increasing its power to hold movable and immovable property; by removing the necessity of registration required by the act of the late province of Canada, 9 George IV., chap. 75; by authorizing the rectification of the registers of civil status, heretofore kept by the said corporation, and for other purposes.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,
Attorneys for applicants.
Montreal, 3rd September, 1901. 3492

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Jacques Cartier Water Power Company will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act ratifying and confirming the several conveyances under which rights to supply light, heat and power generated by electricity in the city of Quebec and the surrounding municipalities were conveyed to them from the Standard Light & Power Company of Montreal, and further to declare and define the rights and privileges which they now enjoy and now possess with respect to telegraph, telephones and other electric companies. And also to extend their powers for the purposes aforesaid through out the district of Quebec.

W. & A. H. COOK,
Attorneys for Jacques Cartier
Water Power Coy.
EDWARD SLADE,
General manager.
Quebec, 19th June, 1901. 3240

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } Superior Court.
No. 770.
Dame Martine Gervais, of the town of Salaberry de Valleyfield, wife of Donat Dubuc, of the same place, and duly authorized to ester en justice,
Plaintiff;
vs.
The said Donat Dubuc, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, to day.
SEERS & LAURENDEAU,
Attorneys for the plaintiff.
Beauharnois, 10th September, 1901. 3570

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No 125.
 Dame Alma Garneau, du village d'Arthabaskaville, épouse commune en biens de Alfred Baril, du même lieu, menuisier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Alfred Baril, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le septième jour de septembre courant.
 COTÉ & GIROUARD,
 Procureurs de la demanderesse.
 Daté ce 11 septembre 1901. 3567

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de St-Hyacinthe. }
 Dame Edwidge Arzélie Martin, de la paroisse de Saint-Dominique, dit district, épouse commune en biens de François-Xavier Dubreuil, du même lieu, Demanderesse ;
 vs
 Le dit François-Xavier Dubreuil, Défendeur ;
 et
 Léonidas Brunelle, notaire, des cité et district de Saint-Hyacinthe, Tiers-saisi.
 Une action a été, le quatre septembre courant, intentée contre le défendeur, par la demanderesse, en séparation de biens.
 BEUPARLANT & MORIN,
 Avocats de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 10 septembre 1901. 3547

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No. 203.
 Dame Alice Derrick, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens d'Alexander Aller, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée, Demanderesse ;
 vs
 Alexander Aller, ci-devant du même endroit, maintenant de lieux inconnus, Défendeur.
 Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause.
 M. F. HACKETT,
 Avocat de la demanderesse.
 Sherbrooke, 1er août 1901. 3463-2

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No 6836.
 Dame Lena Grace Marsh, du canton de Brome, dans le district de Bedford, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Erwin Carlyle Joyal, commerçant, du même lieu.
 C. A. NUTTING,
 Avocat de la demanderesse.
 Sweetsburg, 24 août 1901. 3397-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 2486.
 Dame Georgiana Dubois, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux, Remi Champagne, de Montréal, entrepreneur.
 CHS. HECTOR LAVALLÉE,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 24 août 1901. 3415-3

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court*
 No. 125.
 Dame Alma Garneau, of the village of Arthabaskaville, wife common as to property of Alfred Baril, of the same place, joiner, Plaintiff ;
 vs
 The said Alfred Baril, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the seventh of September instant.
 COTÉ & GIROUARD,
 Attorneys for plaintiff.
 Dated, 11th September, 1901. 3568

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court*
 District of St. Hyacinth. }
 Dame Edwidge Arzélie Martin, of the parish of Saint-Dominique, said district, wife common as to property of François-Xavier Dubreuil, of the same place, Plaintiff ;
 vs
 The said François Xavier Dubreuil, Defendant ;
 and
 Léonidas Brunelle, notary, of the city and district of Saint Hyacinth, Garnishee.
 An action has been instituted on the fourth day of September instant, against the defendant, by the plaintiff, for separation of property.
 BEUPARLANT & MORIN,
 Advocates of the plaintiff.
 Saint Hyacinth, 10th September, 1901. 3548

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 203.
 Dame Alice Derrick, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Alexander Aller, of the same place, farmer, duly authorized, Plaintiff ;
 vs
 Alexander Aller, formerly of the same place, now of parts unknown, Defendant.
 An action for separation as to bed and property has been instituted in this cause.
 M. F. HACKETT,
 Attorney for plaintiff.
 Sherbrooke, 1st August, 1901. 3464

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 6836.
 Dame Lena Grace Marsh, of the township of Brome, in the district of Bedford, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Erwin Carlyle Joyal, trader, of the same place.
 C. A. NUTTING,
 Attorney for plaintiff.
 Sweetsburg, 24th August, 1901. 3398

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 2486.
 Dame Georgiana Dubois, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Remi Champagne, of Montreal, contractor.
 CHS. HECTOR LAVALLÉE,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 24th August, 1901. 3416

Cour Supérieure.—Québec.

No 851.

Dame Malvina Voyer, de Québec, épouse de Arthur Alain, du même endroit, forgeron,
Demanderesse ;

vs

Le dit Arthur Alain, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été prise le 20 août courant, en cette cause.

FITZPATRICK, PARENT,
TASCHEREAU, ROY & CANNON,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 21 août 1901. 3411-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2492.

Dame Louise Payette a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux, Antoine Léger, entrepreneur, tous deux de la cité de Saint-Henri, district de Montréal.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 26 août 1901. 3409-3

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6837.

Dame Emélie Lima Marchessault, du village de Knowlton, dans le dit district de Bedford, épouse commune en biens de Joseph A. Duchesneau, du dit village de Knowlton, marchand-tailleur dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Joseph A. Duchesneau, du dit village de Knowlton, marchand-tailleur, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt sixième jour d'août courant 1901.

J. E. FAY,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, Qué., 26 août 1901. 3413-3

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 943.

Dame Marie Alma Parent, de Québec, épouse commune en biens d'Edouard Durand, marchand, de Québec, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Edouard Durand, marchand, de Québec, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

HUBERT CIMON,
Procureur de la demanderesse.
3419-2

Dame Maggie Murdock, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Thomas E. Maheux, du même lieu, marchand et commis d'hôtel, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

CHAS. C. CABANA,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 16 août 1901. 3433-3

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dame E. René, épouse de Johnny Régis, de la paroisse de Sainte-Clotilde de Horton,
Demanderesse ;

vs

Le dit Johnny Régis, Défendeur.
Avis est par le présent donné qu'une action en séparation de biens a été par elle instituée contre le défendeur.

J. E. METHOT,
Procureur de la demanderesse.
Daté ce 3 septembre 1901. 3477-2

Superior Court.—Québec.

No. 851.

Dame Malvina Voyer, of the city of Québec, wife of Arthur Alain, blacksmith, of the same place,
Plaintiff ;

vs

The said Arthur Alain, Defendant.
The plaintiff has taken an action for separation as to property against the defendant, on the 20th August instant.

FITZPATRICK, PARENT,
TASCHEREAU, ROY & CANNON,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 21st August, 1901. 3412

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2492.

Dame Louise Payette has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Antoine Léger, contractor, both of the city of Saint Henri, district of Montreal.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 26th August, 1901. 3410

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6837.

Dame Emélie Lima Marchessault, of the village of Knowlton, in said district of Bedford, wife common as to property of Joseph A. Duchesneau, of said village of Knowlton, merchant tailor, duly authorized (à ester en justice), to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

Joseph A. Duchesneau, of the said village of Knowlton, merchant tailor, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the twenty-sixth day of August instant, 1901.

J. E. FAY,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, Que., 26th August, 1901. 3414

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 943.

Dame Marie Alma Parent, of Québec, wife common as to property of Edouard Durand, merchant, of Québec, hereto duly authorized,
Plaintiff ;

vs

Edouard Durand, of Québec, merchant, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this matter.

HUBERT CIMON,
Attorney for plaintiff.
3420

Dame Maggie Murdock, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint François, wife common as to property of Thomas E. Maheux, of the same place, trader and hotel clerk, has, this day, instituted an action in separation as to property from her said husband.

CHAS. C. CABANA,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 16th August, 1901. 3434

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

Dame E. René, wife of Johnny Régis, of the parish of Sainte Clotilde de Horton,
Plaintiff ;

vs

The said Johnny Régis, Defendant.
Notice is hereby given that the plaintiff has, this day, instituted an action against the defendant for separation as to property.

J. E. METHOT,
Attorney for plaintiff.
Dated this 3rd September, 1901. 3478

Cour Supérieure.—District de Montréal.

No 165.

Dame Marie Poirier a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux, Joseph Belec, commis, tous deux de Montréal.

J. C. LAMOTHE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 19 août 1901. 3305-3

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No 2658.

Dame Marie Dézoidé Collin, épouse de Alphonse Létourneau, ci-devant marchand, tous deux de Saint-Edouard des Méchins, district de Rimouski, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

L. DIONNE,

Procureur de la demanderesse.

Rimouski, 9 août 1901. 3353-4

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6831.

Dame Lucie Bienvenu a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari, Magloire Menoche *alias* Manosh, manufacturier, du village de Eastman, district de Bedford.

C. A. NUTTING,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 20 août 1901. 3345-4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Ottawa. }

Dame Florence McDonald, épouse de James Thomson, gentilhomme, du canton de Templeton, dans le district d'Ottawa, a aujourd'hui, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

FORAN & CHAMPAGNE,

Ses procureurs *ad litem*.

Hull, 10 août 1901. 3229-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2886.

Dame Zoé Gravel a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son époux, Napoléon Guibault, entrepreneur, tous deux de la ville de Saint-Louis, district de Montréal.

RENAUD & BOISSONNAULT,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 23 juillet 1901. 3235-5

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No 3252.

Zélia Moisan, de la paroisse de Saint-Vital de Lambton, en le district de Beauce, épouse de Théodule Pomerleau, commis, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Théodule Pomerleau, commis, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-sixième jour de juillet mil neuf cent un.

ARTHUR GODEOUT,

Procureur de la demanderesse.

Saint-Joseph, 3 août 1901. 3225-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1960.

Dame Céline Chevalier a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Arthur Chayer, entrepreneur, de la ville d'Outremont, district de Montréal.

G. A. MARSAN,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 12 août 1901. 3233-5

Superior Court—District of Montreal.

No. 165.

Dame Marie Poirier has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Joseph Belec, of the city of Montreal, clerk.

J. C. LAMOTHE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 19th August, 1901.

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 2658.

Dame Marie Dezoide Collin, wife of Alphonse Létourneau, heretofore merchant, both of Saint Edouard des Mechins, district of Rimouski, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

L. DIONNE,

Attorney for plaintiff.

Rimouski, 9th August, 1901. 3354

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6831.

Dame Lucie Bienvenu has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Magloire Menoche *alias* Manosh, of the village of Eastman, district of Bedford, manufacturer.

C. A. NUTTING,

Attorney for plaintiff

Sweetsburg, 20th August, 1901. 3346

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }

Dame Florence McDonald, wife of James Thomson, of the township of Templeton, in the district of Ottawa, gentleman, has, this day, instituted a suit for separation of property against her said husband.

FORAN & CHAMPAGNE,

Her attorneys *ad litem*.

Hull, 10th August, 1901. 3230

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2886.

Dame Zoé Gravel, has, this day, sued her husband, Napoléon Guibault, contractor, both of the town of Saint Louis, district of Montreal, in separation as to property.

RENAUD & BOISSONNAULT,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd July, 1901. 3236

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 3252.

Zélia Moisan, of the parish of Saint-Vital de Lambton, in the district of Beauce, wife of Théodule Pomerleau, of the same place, clerk,
Plaintiff ;

vs.

Théodule Pomerleau, of the same place, clerk,
Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty-sixth day of July, one thousand nine hundred and one.

ARTHUR GODEOUT

Attorney for plaintiff.

Saint Joseph, 3rd August, 1901. 3225

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1960.

Dame Céline Chevalier has, this day, taken out an action for separation as to property against her husband, Arthur Chayer, contractor, of the town of Outremont, district of Montreal.

G. A. MARSAN,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th August, 1901. 3234

Province de Québec,
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 769.

Dame Marie Lecompte, de la ville de Salaberry de Valleyfield, dit district, épouse commune en biens de Clément Chapelle, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Clément Chapelle, Défendeur.
Un action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

SEERS & LAURENDEAU,
Procureurs de la demanderesse.

Beauharnois, 4 septembre 1901. 3521-2

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Richelieu. }
No 4337.

Dame Marie Paul-Hus a, ce jour, poursuivi en séparation de biens son époux, George Manseau, constructeur de vaisseaux, de la cité de Sorel.

ETHIER & LEFEBVRE,
Avocats de la demanderesse.

Sorel, 3 septembre 1901. 3523-2

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Avis est donné qu'à une assemblée générale, et spéciale des assurés de l'Association Protectrice de Bienfaisance du Canada, tenue à Montréal, le 12 mars 1901, les assurés ont résolu que les affaires de la dite compagnie d'assurance soient dissoutes et liquidées volontairement, et les sous-signés, savoir : MM. François Xavier Marchand et Clément Dulude, commerçants, de Montréal, ont été nommés liquidateurs à cette fin.

F. X. MARCHAND,
J. C. DULUDE.

Montréal, 12 avril 1901. 3527

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ou telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie projetée sera " La Compagnie de Tapis de Mousse de mer."

2° Son objet sera de faire le commerce de mousse de mer en général ; d'acheter, louer ou autrement acquérir, de construire, outiller et opérer un ou des moulins ou manufactures pour y manufacturer de la mousse de mer ; d'acheter, louer ou autrement acquérir des terrains, maisons et autres biens mobiliers pour l'exploitation de la mousse de mer ; d'acheter, louer et exploiter un ou des pouvoirs d'eau à vapeur ou à l'électricité et pour autres fins générales.

3° Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Fraserville.

4° Le capital autorisé sera de \$50,000, divisé en cinq mille parts ou actions de dix piastres chacune.

5° Les requérants sont : William Raymond, commerçant, de l'Isle-Verte ; Anthyme J. Roy, commerçant, du même lieu ; Charles Préfontaine, fabricant de beurre, du même lieu ; Eugène Côté, meunier, du même lieu ; Joseph Côté et Alphé Côté, tous deux cultivateurs, du même lieu ; R. W. Lindsay, cultivateur, de Notre-Dame des Sept Douleurs ; Samuel Charles Riou, avocat, de la ville de Fraserville.

6° Les requérants ci-dessus nommés et qualifiés seront les premiers directeurs provisoires.

S. C. RIOU,

Avocat des requérants.

Fraserville, 4 septembre 1901. 3577

Province of Quebec,
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 769.

Dame Marie Lecompte, of the town of Salaberry of Valleyfield, said district, wife of Clément Chapelle, merchant, of the same place, and duly authorize à ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

The said Clément Chapelle, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause, this day.

SEERS & LAURENDEAU,
Attorneys for the plaintiff.

Beauharnois, 4th September, 1901. 3522

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Richelieu, }
No. 4337.

Dame Marie Paul-Hus has, this day, sued for separation of property her husband, George Manseau, ship-builder, of the city of Sorel.

ETHIER & LEFEBVRE,
Attorneys for plaintiff.

Sorel, 3rd September, 1901. 3524

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*

Notice is given that at a general and special meeting of the parties insured in l'Association Protectrice de Bienfaisance du Canada, held at Montreal, on the 12th March, 1901, the parties insured passed a resolution that the business of the said insurance company should be dissolved and liquidated voluntarily, and the undersigned, namely : Messrs François Xavier Marchand and Clément Dulude, traders, of Montreal, have been appointed liquidators for this purpose.

F. X. MARCHAND,
J. C. DULUDE.

Montreal, 12th April, 1901. 3528

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation, by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders of the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purpose, herein-after mentioned :

1. The name of the company is to be " The Sea Moss Carpet Company "

2. Its purpose is to carry on a general trade in sea moss ; to buy, lease or acquire otherwise, to build, equip and operate one or more mills or manufactories to manufacture sea moss ; to buy, lease or acquire otherwise the lands, houses and movable effects for the working sea moss ; to buy, lease or work one or more water powers, or steam, electric or other forces, and for other general purposes.

3. The head office of the company will be in the town of Fraserville.

4. The authorized capital will be \$50,000, divided into five thousand shares of ten dollars each.

5. The petitioners are : William Raymond, trader, of Isle Verte ; Anthyme J. Roy, trader, of the same place ; Charles Préfontaine, butter maker, of the same place ; Eugène Côté, miller, of the same place ; Joseph Côté and Alphé Côté, both farmers, of the same place ; R. W. Lindsay, farmer, of Notre Dame des Sept Douleurs ; Samuel Charles Riou, advocate, of the town of Fraserville.

6. The petitioners hereinabove named and qualified will be the first interim directors.

S. C. RIOU,

Attorney for petitioner.

Fraserville, 4th September, 1901. 3578

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Morin Mills Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : de faire le commerce de bois dans toutes ses branches, d'acheter et de vendre des terrains boisés, d'exploiter des moulins à farine et à scie, de fabriquer et de vendre du bois de pulpe, bois de chauffage, planches, maubriers, bardeaux, lattes, bois de lambris et pour développer des pouvoirs d'eau et de manufacturer et fournir l'électricité pour les fins d'éclairage, chauffage et pouvoir moteur.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à "Morin Flats", dans le comté d'Argenteuil, dans la province de Québec.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$25,000.00, divisé en 250 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont les suivants : Clarence Marvin Davis, marchand de bois, de Morin Flats ; Joseph Edgar Seale, marchand général, de Morin Flats ; Georges Albert Scott, teneur de livres, de la cité de Montréal ; John Leslie Ledford, teneur de livres, aussi de Montréal, et Léon Adolphe Chauvin, avocat, aussi de Montréal.

6° Les premiers directeurs et les directeurs provisoires de la dite compagnie seront : Clarence M. Davis, Joseph Edgar Seale, Georges Albert Scott et John Leslie Ledford, tous et chacun résidant au Canada et sujets de Sa Majesté.

CHAUVIN & LACHAPPELLE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 31 août 1901.

3465

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la dite compagnie, en corps politique et incorporé, sous le nom de et pour les fins ci-après mentionnées :

1° Le nom proposé de la compagnie sera : "Lawrence A. Wilson Company."

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée, sont :

a. De manufacturer, embouteiller, acheter et vendre en gros et en détail les esprits de vins et liqueurs de toutes sortes, alcooliques ou non, et de faire le commerce général comme fabricants, et détailliers d'esprits de vin, eaux gazeuses et toutes liqueurs, fabriquer les cigares et faire le commerce de tabac.

b. De faire un commerce comme marchand général et manufacturier ;

c. De faire tels contrats de loyer, de vente, d'achat, d'échange ou autrement, et de faire toutes telles affaires et choses nécessaires pour les fins du commerce ci-haut mentionné, y compris l'acquisition de propriétés immobilières à tout titre quelconque et en disposer.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cent mille piastres (\$100,000), divisé en mille parts de cent piastres (\$100) chacune.

5° Les noms au long, adresse et profession des requérants sont comme suit : Lawrence A. Wilson, marchand ; William A. Jackson, gérant ; Lawrence

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act," incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is : The Morin Mills Company.

2. The object for which incorporation is sought is : to carry on lumber business in all its branches, to acquire and sell timber lands, to do a general grist and saw mill business, to manufacture and sell pulp wood, fire wood, planks, shingles, laths, slabs, clapboards, and to develop water powers and supply electricity for the purposes of light, heat and power.

3. The head office of said company will be in "Morin Flats," in the county of Argenteuil, province of Quebec.

4. The capital stock of the said company is \$25,000.00, divided into 250 shares of \$100.00 each.

5. The names in full, residence and calling of the petitioners are the following : Clarence Marvin Davis, lumberman, of Morin Flats ; Joseph Edgar Seale, general merchant, of Morin Flats ; George Albert Scott, book-keeper, of the city of Montreal ; John Leslie Ledford, book-keeper, of Montreal, and Leon Adolphe Chauvin, advocate, of Montreal, aforesaid.

6. The first and provisional directors of the said company will be : Clarence M. Davis, Joseph Edgar Seale, Georges Albert Scott and John Leslie Ledford, all of them residents of Canada and subjects of His Majesty.

CHAUVIN & LACHAPPELLE,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 31st August, 1901.

3466

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for letters patent under the provisions of "the joint stock companies act" incorporating the applicants and such other persons as may hereafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name, and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company is to be : "Lawrence A. Wilson Company".

2. The purposes for which incorporation is sought are :

a. The manufacture, bottling, purchase and sale by wholesale and retail of wines spirits and liquors of all kinds, whether alcoholic or not, and to carry on a general business as manufacturers and dealers in wines spirits and all aerated waters, liquors generally, cigars and other manufactures of tobacco.

b. To do a general mercantile and manufacturing business.

c. To make such contracts by lease, sale, purchase, exchange or otherwise, and to do all such matters and things as may be necessary or proper for the carrying out of the above purposes, including the acquiring and disposal of real estate by any title whatsoever.

3. The chief place of business of said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of said Company is to be the sum of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) divided into one thousand shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

5. The names in full, addresses and calling of each of the applicants are as follows : Lawrence A. Wilson, merchant ; William A. Jackson, manager ;

G. Cluxton, agent; David O'Meara, vendeur, et Alexis Derouselle, caissier, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec. Les trois premiers ci-haut nommés, qui sont sujets britanniques, seront les premiers directeurs et directeurs provisoires de la dite compagnie.

HIBBARD & GLASS,

Avocats des requérants.

Montréal, 29 août 1900.

3461-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionné, savoir :

1° Le nom projeté de la compagnie sera "Granda Hermanos Y Ca (Limited)."

2° Les fins pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

De prendre en mains le commerce et le stock de la présente compagnie dite : Granda Hermanos Y Ca, pour l'importation du tabac, et de manufacturer, vendre et détailler les cigares et le tabac, et de transiger toutes autres affaires se rattachant à ce commerce.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie est de \$100,000, divisé en 1000 parts de la valeur au pair de \$100 chacune.

5° Les noms des requérants sont : Nathan Michaels, manufacturier ; Domingo Granda, manufacturier ; Frank Granda, manufacturier ; Morris Michaels, marchand, et Samuel W. Jacobs, avocat, tous de la cité de Montréal. Les dits Nathan Michaels, Morris Michaels et Samuel W. Jacobs seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont résidents en Canada et sont sujets britanniques.

JACOBS, LYON,
PATTERSON & GARNEAU,

Avocats des requérants.

Montréal, 3 septembre 1901.

3493-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication du dit avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, aux fins d'obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "Club Saint-Jacques."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : de se récréer et s'instruire en ayant un local pour y installer des jeux et y avoir une bibliothèque et une salle de lecture.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$2,000.00 (deux mille dollars) courant, divisé en deux cents (200) actions de dix dollars chacune.

5° Les noms des requérants sont : Oscar Lorange, employé civil ; Dominateur Moquin, boucher ; Jean Bousquet, entrepreneur - briquetier ; Josephat Beaudry, marchand de bois et charbon, et Louis V. Laporte, marchand-tailleur, tous des cité et district de Montréal. Les dits Oscar Lorange, Dominateur Moquin, Jean Bousquet et Josephat Beaudry seront

Lawrence G. Cluxton, agent; David O'Meara, salesman, and Alexis Derouselle, cashier, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, of whom the first three above named, who are british subjects, are to be the first or provisional directors of said company.

HIBBARD & GLASS,

Attorneys for applicants.

Montreal, 29th August, 1901.

3462

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is Granda Hermanos Y Ca (Limited).

2. The purposes for which incorporation is sought are :

To take over the business and stock of the present firm of Granda Hermanos Y Ca, to import tobacco, and to carry on the business of manufacturing, selling and dealing in cigars and tobacco, and to do all other business incidental thereto.

3. The head office of the said company will be at Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is \$100,000, divided into 1000 shares of the par value of \$100 each.

5. The names of the applicants are : Nathan Michaels, manufacturer ; Domingo Granda, manufacturer ; Frank Granda, manufacturer ; Morris Michaels, merchant, and Samuel W. Jacobs, advocate, all of the city of Montreal. The said Nathan Michaels, Morris Michaels and Samuel W. Jacobs shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are residents in Canada and are british subjects.

JACOBS, LYON,
PATTERSON & GARNEAU,

Attorneys for applicants.

Montreal, 3rd September, 1901.

3494

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council for a charter of incorporation by letters patent, of the province of Quebec, under the provisions of the joint stock companies act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is to be "Club Saint Jacques."

2. The object for which incorporation is sought is: to divert and instruct oneself and to have a house for the purpose of making an installation of a complete gymnasium, a library and a reading room.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is to be \$2,000.00 (two thousand dollars) currency, divided into 200 (two hundred) shares of ten dollars each.

5. The names in full of the applicants are : Oscar Lorange, civil employee ; Dominateur Moquin, butcher ; Jean Bousquet, undertaker bucklayer ; Josephat Beaudry, wood and coal merchant, and Louis V. Laporte, merchant tailor, all of the city and district of Montreal. The said Oscar Lorange, Dominateur Moquin, Jean Bousquet and Josephat

les premiers directeurs ou directeurs provisoires de
a dite compagnie.

E. TAILLEFER,
Procureur des requérants.

Montréal, 29 août 1901. 3483-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The Jewish Times Publishing Co. (Limited)."

2° Les fins pour lesquelles une charte est demandée, sont : de transiger les affaires, de prendre le nom, la clientèle et le matériel du présent papier-nouvelles "The Jewish Times Newspaper," d'imprimer et publier le dit papier-nouvelles, de faire toutes autres affaires qui se transigent ordinairement dans un établissement d'imprimerie.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie est de \$10,000, divisé en 2,000 actions de la valeur au pair de \$5 chacune.

5° Les noms des requérants sont : Harris Vineberg, marchand ; Mark Workman, marchand ; Lyon Cohen, marchand ; Elijah Silverston, agent, et Samuel W. Jacobs, avocat, tous de la cité de Montréal. Les dits Lyon Cohen, Elijah Silverston et Samuel W. Jacobs seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sont sujets britanniques.

**JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,**

Avocats des requérants.

Montréal, 3 septembre 1901. 3495-2

Avis est par le présent donné que Jacques Emery Molleur, manufacturier ; Charles A. Molleur, commis ; Georges O. Molleur, avocat ; Israël Molleur, manufacturier ; Marie Elizabeth Doré, épouse de J. E. Molleur ; Pierre J. Doré, avocat, de Saint-Jean, P. Q., et Joseph E. Doré, ingénieur sanitaire, de la cité de Montréal, feront application au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'obtention de lettres patentes incorporant la compagnie de chapeaux de paille de Saint-Jean, sous le nom de "Saint Johns Straw Works," à responsabilité limitée.

Le but de la compagnie est l'acquisition et l'exploitation de la manufacture de chapeaux de paille de J. E. Molleur, pour y manufacturer des chapeaux de paille Manille, Java, dentelle, etc., etc.

Le capital action sera à soixante-quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en 750 actions de \$100 chacune. Le bureau principal sera dans la ville de Saint-Jean, P. Q.

GEO. O. MOLLEUR, avocat.
3503-2 Procureur

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Montreal Shirt and Overall Company (Limited)."

Beaudry, being the first of provisional directors of
the said company.

E. TAILLEFER,
Solicitor for applicants.

Montreal, 29th August, 1901. 3484

Notice is hereby given that, within one month after this last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, incorporating the applicants, and such other persons as may become shareholders in the proposed company, incorporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Jewish Times Publishing Co. (Limited)."

2. The proposed for which incorporation is sought are : to take over the business, name, good will and stock of the present The Jewish Times Newspaper, and to print and publish the said newspaper, and to do all other business incidental to a general printing and publishing business.

3. The head office of the said company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company is \$10,000, divided into 2,000 shares of the par value of \$5.00 each.

5. The names of the applicants are : Harris Vineberg, merchant ; Mark Workman, merchant ; Lyon Cohen, merchant ; Elijah Silverston, agent, and Samuel W. Jacobs, advocate, all of the city of Montreal. The said Lyon Cohen, Elijah Silverston and Samuel W. Jacobs shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are residents in Canada and are british subjects.

**JACOBS, LYON, PATTERSON,
& GARNEAU,**

Attorneys for applicants.

Montreal, 3rd September, 1901. 3496

Notice is hereby given that Jacques Emery Molleur, manufacturier ; Charles A. Molleur, clerk ; Georges O. Molleur, advocate ; Israël Molleur, manufacturier ; Marie Elizabeth Doré, wife of J. E. Molleur ; Pierre J. Doré, advocate, of Saint John's, P. Q., and Joseph E. Doré, sanitary engineer, of the city of Montreal, will apply to the Lieutenant Governor in Council to obtain letters patent incorporating "La Compagnie de Chapeaux de Paille de Saint Jean", under the name of The Saint John's Straw Works, with limited responsibility.

The object of the company is to acquire and operate J. E. Molleur's straw hat factory, to make straw hats of Manilla, Java, lace, &c., &c.

The capital stock will be seventy-five thousand dollars (\$75,000.00), divided into 750 shares of \$100 each. The head office will be in the town of Saint John's, P. Q.

GEO. O. MOLLEUR, advocate,
3504 Attorney.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation under letters patent, under the provisions of the joint stock companies' act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, incorporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is the Montreal Shirt and Overall Company (Limited).

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée sont : de prendre en mains le commerce et le stock de la Montreal Shirt and Overall Company, et de manufacturer et vendre des chemises et pardessus, habillements pour hommes et enfants, et détailler toutes marchandises en général.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$35,000, divisé en 350 parts de la valeur au pair de \$100 chacune.

5° Les noms des requérants sont : Samuel Roman, marchand ; Herbert E. M. Levine, marchand ; William Roman, commis ; Marcus Roman, commis, et Sidney Levine, commis-voyageur, tous de la cité de Montréal. Les dits Samuel Roman, Herbert E. M. Levine et William Roman seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont résidents en Canada et sont sujets britanniques.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,

Avocats des requérants.

Montréal, 3 septembre 1901. 3497-2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la première publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au Lieutenant-Gouverneur en conseil, de la province de Québec, par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, incorporant les requérants sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom de la dite compagnie sera : La Compagnie d'Imprimerie du Lac Saint-Jean.

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est : d'imprimer, publier, vendre un ou plusieurs papiers-nouvelles, d'imprimer et de vendre toute circulaire, tous blancs, et généralement de faire toute impression quelconque.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Roberval, comté du Lac Saint-Jean.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$5,000.00, divisé en deux cent cinquante actions de vingt piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence, profession des requérants sont comme suit : Edmond Savard, médecin, de la ville de Chicoutimi ; Etienne Allard, marchand, de la paroisse d'Hébertville ; François Potvin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jérôme ; Armand Guy, cultivateur, de la paroisse de Saint-Prime ; W. T. A. Donohue, marchand ; W. Joseph Tremblay, courtier ; L. P. Bilodeau, marchand ; Gustave Perrault, avocat ; Jules Constantin, médecin, tous du village de Roberval, lesquels requérants seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GUSTAVE PERRAULT,

Avocat,

Procureur de la requérante.

Roberval, 30 août 1901. 3481-2

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants et les autres personnes qui deviendront actionnaires dans cette compagnie, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie est : "La Compagnie de Pulpe et de Papier de Roberval" limitée.

2° L'objet, suivant la provision de l'acte pour lequel l'incorporation est demandée, est de manufacturer et de vendre de la pulpe, du papier et du bois, et d'acquérir des limites à bois pour ces fins.

3° Le bureau principal de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, province de Québec.

2. The purposes for which incorporation is sought are : to take over the present business and stock of the Montreal Shirt and Overall Company, and to carry on the business of manufacturing and selling shirts and overalls, men's and children's clothing, and of general dealers in dry goods.

3. The head office of the said company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of said company is \$35,000, divided into 350 shares of the par value of \$100.00 each.

5. The names of the applicants are : Samuel Roman, merchant ; Herbert E. M. Levine, merchant ; William Roman, clerk ; Marcus Roman, clerk, and Sidney Levine, commercial traveller, all of the city of Montreal. The said Samuel Roman, Herbert E. M. Levine and William Roman shall be the first or provisional directors of the said company, all of whom are resident in Canada and are British subjects.

JACOBS, LYON, PATTERSON
& GARNEAU,

Attorneys for applicants.

Montreal, 3rd September, 1901. 3498

Public notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, in council, by the persons hereinafter mentioned for letters patent of incorporation, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act of the province of Quebec incorporating the applicants under the name and for the object hereinafter mentioned :

1. The name of the said company will be "La Compagnie d'Imprimerie du Lac Saint-Jean".

2° The purpose for which incorporation is sought is : to print, publish, sell one or more newspapers, to print and sell all kinds of circulars or blanks, and generally to do all sorts of printing.

3. The chief place of business of the said company will be in the village of Roberval, county of Lake Saint John.

4. The capital stock of the company will be \$5,000.00, divided into two hundred and fifty shares of twenty dollars each.

5. The names in full, residence, calling of the petitioners are as follows : Edmond Savard, physician, of the town of Chicoutimi ; Etienne Allard, merchant, of the parish of Hébertville ; François Potvin, farmer, of the parish of Saint-Jérôme ; Armand Guy, farmer, of the parish of Saint-Prime ; W. T. A. Donohue, merchant, W. Joseph Tremblay, broker ; L. P. Bilodeau, merchant, Gustave Perrault, advocate ; Jules Constantin, physician, all of the village of Roberval, which petitioners will be the first or provisional directors of the said company.

GUSTAVE PERRAULT,

Advocate,

Attorney for petitioners.

Roberval, 30th August, 1901. 3482

Notice is hereby given that, within one month after last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation by letters patent, incorporating the applicants and such other persons who may become shareholders in the proposed company, corporate and politic under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Roberval Pulp and Paper Company" limited.

2. The purpose, within the provision of the act for which incorporation is sought, are to manufacture and sell pulp, paper and lumber, and acquire timber limits for such purposes.

3. The head office of the said company will be in the city of Quebec, province of Quebec.

4° Le montant du capital de la dite compagnie sera de soixante-quinze mille piastres (\$75,000).

5° Le nombre d'actions sera de mille cinq cents d'une valeur au pair de cinquante piastres (\$50.00).

6° Le nom au long, l'adresse et l'occupation de chacun des requérants sont les suivants : W. Joseph Tremblay, négociant, de Roberval ; William A. Verge, docteur en médecine, et Joseph Ferdinand Gauvreau, courtier, tous deux de Québec, et Alfred Silfrid Delisle, négociant, et Auguste Léonce Rinfret, avocat, tous deux de Montréal.

Et les dits W. Joseph Tremblay, William A. Verge, Joseph Ferdinand Gauvreau et Alfred Silfrid Delisle seront les premiers ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents au Canada et sujets de Sa Majesté.

A. LEONCE RINFRET,

Avocat des requérants.

Montréal, 21 août 1901.

3443-3

CHEMIN DE FER QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions de l'acte de la législature de Québec, portant le No 77, de la dernière session, intitulé : "Loi amendant de nouveau la charte de la Compagnie du Chemin de fer Québec Central," 1 Edouard VII, chapitre 60, les termes et conditions suivants déterminés par le bureau des directeurs de la dite compagnie pour la conversion et subdivision des Income Bonds et d'émission du Deuxième Stock de Débentures et des Income Bonds en remplacement d'iceux, ont été approuvés par la majorité requise, à une assemblée générale spéciale des porteurs des Income Bonds, dûment convoquée dans ce but et tenue à Londres, au bureau de la compagnie, le 5e jour de juin 1901, savoir :

Que chaque Income Bond existant de £100 soit échangé pour £50 trois pour cent. Deuxième Stock de Débentures dont l'intérêt sera contingent sur les profits nets de chaque année après le paiement des charges antérieures, et payable semi annuellement le 15e jour de janvier et le 15e jour de juillet, le premier paiement devant être fait le 15e jour de janvier 1902, et £50 nouveaux Income Bonds pouvant être mis à un intérêt n'excédant pas sept pour cent par année, sera payé annuellement aussitôt que le surplus sur le revenu net de l'année sera déterminé. Le Deuxième Stock de Débentures aura priorité sur les nouveaux Income Bonds tant en principal et intérêts.

Le Deuxième Stock de Débenture et les nouveaux Income Bonds seront tous deux rachetables au pair à six mois d'avis donné par la Compagnie par avis dans le *Times* de Londres et dans la *Gazette Officielle de Québec*, dans aucun temps après le 1er janvier 1922, autrement ils seront perpétuels.

Le deuxième Stock de Débentures sera le Stock enregistré transférable seulement en multiples de £1. Les nouveaux Income Bonds seront des bonds payables au porteur avec coupons d'intérêt annexés.

L'échange devant prendre effet le et après le 1er octobre 1901, et une période de trois mois devant être allouée dans ce but.

Le et après le 1er octobre 1901, et dans l'espace de trois mois après cette date, les porteurs des Income Bonds sont par le présent requis de remettre leurs bonds pour cancellation et pour recevoir en échange leur due proportion de telles nouvelles garanties, et à l'expiration de telle période, les pouvoirs des porteurs des Income Bonds existant pourront exiger le paiement de l'intérêt ou principal, conformément à la présente tenure des dits bonds qui cesseront et seront déterminés.

La conversion sera effectuée au bureau de la compagnie, No 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., où des formules pour listes des Income Bonds déposées, peuvent être obtenues, et les nouvelles garanties seront émises aussitôt que possible après dépôt.

Daté ce septième jour de septembre 1901.

Par ordre,

T. LINDLEY,

Secrétaire.

5, rue Great Winchester, Londres, E. C.

3473-2

4. The amount of capital stock of said company is seventy-five thousand dollars (\$75,000.00.)

5. The number of shares is to be one thousand five hundred of the per value of fifty dollars each.

6. The name in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : W. Joseph Tremblay, trader, of Roberval ; William A. Verge, doctor in medicine, and Joseph Ferdinand Gauvreau, broker, both of Québec, and Alfred Silfrid Delisle, trader, and Auguste Léonce Rinfret, advocate, both of Montréal.

The said W. Joseph Tremblay, William A. Verge, Joseph Ferdinand Gauvreau and Alfred Silfrid Delisle shall be the first or provisional directors of the said company, and who are all residing in Canada and subjects of His Majesty.

A. LEONCE RINFRET,

Attorney for applicants.

Montreal, 21st August, 1901.

3444

THE QUEBEC CENTRAL RAILWAY.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of an act of the legislature of Québec, being No. 77, of the past session, entitled : "An Act to further amend the charter of the Quebec Central Railway Company," 1 Edward VII, chapter 60, the following terms and conditions prescribed by the Board of Directors of the said company for the conversion and subdivision of Income Bonds and issue of Second Debenture Stock and Income Bonds in lieu thereof were approved by the requisite majority, at a general special meeting of the holders of Income Bonds, duly called for that purpose and held in London, at the office of the company, on the 5th day of June, 1901, viz :

That each existing £100 Income Bond be exchanged for £50 three per cent. Second Debenture Stock the interest upon which shall be contingent upon the net profits of each year after payment of prior charges and be payable half yearly upon the 15th day of January and the 15th day of July, the first payment to be made on the 15th day of January, 1902, and £50 New Income Bonds entitled to interest not to exceed seven per cent per annum, payable annually as soon as the available surplus net revenue of the year is ascertained. The Second Debenture Stock will have priority over the new Income Bonds both as regards principal and interest.

The Second Debenture Stock and new Income Bonds will both be redeemable at par on six months notice given by the Company by advertisement in the *London Times* and the *Quebec Official Gazette*, at any time after 1st January, 1922, otherwise they will be perpetual.

The Second Debenture Stock to be registered Stock transferable only in multiples of £1. The new Income Bonds to be bonds to bearer with interest coupons attached.

The exchange to be effected on and after 1st October, 1901, and a period of three months to be allowed for the purpose.

On and after 1st October, 1901, and within a period of three months thereafter, holders of Income Bonds are hereby required to surrender their bonds for cancellation and to receive in exchange their due proportion of such new securities, and upon the expiration of such period, the powers of the holders of the existing Income Bonds to claim payment of interest or principal, according to the present tenor of the said bonds will cease and determine.

The conversion will be effected at the company's office No. 5, Great Winchester Street, London, E. C., where forms for listing the Income Bonds deposited, can be obtained, and the new securities will be issued as soon as practicable after deposit.

Dated this seventh day of September, 1901.

By order,

T. LINDLEY,

Secretary.

5, Great Winchester street, London, E. C. 3474

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour supérieure.*
In re The Herelle Chocolate Works, de Longueuil,
 P. Q., Insolvable.
 Un premier dividende a été préparé et sera
 payable à notre bureau, le ou après le 30 septembre
 1901.
 Toute contestation de tel dividende doit être
 déposée entre nos mains avant la date ci-haut men-
 tionnée.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 14 septembre 1901. 3531

Canada,
 Province de Québec, }
 District de St-François. } *Cour Supérieure.*
 No 384.
 Théodore F. Todt, Demandeur ;

vs
 Robert Bridgette, Défendeur et failli.
 Un premier et dernier bordereau de dividendes a
 été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection
 jusqu'au trentième jour de septembre 1901, après
 laquelle date les dividendes seront payables dans
 notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Curateurs conjoints.

Sherbrooke, Qué., 12 septembre 1901. 3541

Province de Québec, }
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Barthelemi Girard, Failli.
 Avis est par le présent donné que le cinquième
 jour de septembre 1901, par ordre de la cour, le
 soussigné a été nommé curateur des biens du dit
 Barthelemi Girard, qui en a fait un abandon judi-
 ciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être dépo-
 sées devant moi sous trente jours de la date de cet
 avis, si elles ne le sont déjà.

M. O. BOSSE,
 Curateur.

Chicoutimi, 9 septembre 1901. 3551

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 391
 Thibaudeau, Frères & Cie.,
 Requérant cession ;

et
 Fréchette & Frère, Débiteurs.
 Avis est par le présent donné que J. Albert
 Fréchette, de East Angus, et J. Edmond Fréchette,
 de St-Ferdinand d'Halifax, faisant affaires en société
 sous la raison sociale de Fréchette & Frère, à East
 Angus, ont, le septième jour de septembre 1901,
 fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs
 créanciers, au bureau du protonotaire de la cour
 supérieure du district de Saint-François, à Sher-
 brooke.

GEORGE LEFAIVRE,
 Gardien provisoire.

Bureau de Lefavre & Tachereau,
 48, rue Saint-Pierre.
 Québec, 9 septembre 1901. 3543

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de J. H. Savoie, épicier, Montréal,
 Failli.

Avis public est par le présent donné que, par un
 jugement de la cour en date du 5 septembre 1901,

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re The Herelle Chocolate Works, of Longueuil,
 P. Q., Insolvent.
 A first dividend has been prepared and will be
 payable at our office, on or after the 30th Septem-
 ber, 1901.

Any contestation of such dividend must be depo-
 sited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street.
 Montreal, 14th September, 1901. 3532

Canada,
 Province of Quebec, }
 District of St. Francis. } *Superior Court.*
 No. 384.
 Théodore F. Todt, Plaintiff ;

vs
 Robert Bridgette, Defendant and insolvent.
 A first and final dividend sheet has been prepared
 in this matter, open for objection until the thirtieth
 day of September, 1901, after which date dividends
 will be payable at our office, 125, Wellington street,
 Sherbrooke.

C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Joint curators.

Sherbrooke, Que., 12th September, 1901. 3542

Province of Quebec, }
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
 In the matter of Barthelemi Girard, Insolvent.
 Notice is hereby given that on the fifth day of
 September, 1901, by order of the court, the under-
 signed was appointed curator to the estate of
 Barthelemi Girard, who has made a judicial abandon-
 ment of his assets for the benefit of his creditors.
 Sworn claims must be filed with me within
 thirty days from this notice, if they have not been
 sent already.

M. O. BOSSE,
 Curator.

Chicoutimi, 9th September, 1901. 3552

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 391
 Thibaudeau, Freres & Cie.,
 Petitioners for assignment ;

and
 Fréchette & Frere, Debtors.
 Notice is hereby given that J. Albert Fréchette,
 of East Angus, and J. Edmond Fréchette, of Saint
 Ferdinand d'Halifax, doing business in partnership
 under the style and firm of Fréchette & Frère, at
 East Angus, have, on the seventh day of September,
 1901, made a judicial abandonment of their property
 for the benefit of their creditors, at the pronotho-
 notary's office of the superior court for the district
 of Saint Francis, at Sherbrooke.

GEORGE LEFAIVRE,
 Provisional guardian.

Office of Lefavre & Tachereau,
 48, Saint Peter street.
 Quebec, 9th September, 1901. 3544

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of J. H. Savoie, grocer, Montreal,
 Insolvent.

Notice is hereby given that on the 5th day of
 September, 1901, by judgment of the court, we

nous avons été nommés curateurs aux biens du failli sus-nommé qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à nos bureaux sous un mois.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways,
Montréal, 14 septembre 1901. 3573

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*

In re J. Adélar Leboeuf, absent. Failli.
Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs-conjoints aux biens du dit failli, par l'honorable juge L. Bélanger, en date du 5 septembre courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours, à compter du présent avis.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Curateurs conjoints.

Montréal, 10 septembre 1901. 3575

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Fabien Turgeon, tanneur, Lyster. Failli.

Avis public est par le présent donné que, par un jugement de la cour en date du 6 septembre 1901, nous avons été nommés curateurs aux biens du failli sus-nommé qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à nos bureaux sous un mois.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways,
Montréal, 14 septembre 1901. 3571

Règle de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 336.

Présent : L'Honorable juge PAGNUELO.
Aurèle Resther, hôtelier, des cité et district de Québec, Requéérant ;

et

Bernard Arthur Leprohon, marchand-tailleur, des cité et district de Montréal, Intimé.
Sur motion du requérant qu'un liquidateur soit nommé à la société au nom collectif B. A. Leprohon & Cie ayant existé, à Montréal, entre les parties, comme marchands-tailleurs sous la dite raison sociale, j., Ambrose L. Kent, comptable, de Montréal susdit, donne avis, par les présentes, que j'ai, ce jour, été nommé liquidateur à la dite société, par jugement de cette cour.

A. L. KENT,
Liquidateur.

97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 6 septembre 1901. 3529

Licitation

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, dans le district de Montréal, le

were appointed curators to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed at our offices within a month.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building,
Montreal, 14th September, 1901. 3574

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*

In re J. Adélar Leboeuf, absentee, Insolvent.
We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators to above named insolvent estate, by Honorable judge L. Bélanger, on the 5th of September instant.

Creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, if they have not already done so, No. 15, Saint James street, within thirty days from date of present notice.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Joint curators.

Montreal, 10th September, 1901. 3576

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

In the matter of Fabien Turgeon, tanner, Lyster, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 6th day of September, 1901, by judgment of the court, we were appointed curators to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed at our offices within a month.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building,
Montreal, 14th September 1901. 3572

Rule of Court

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 336.

Present : Honorable Mr. Justice PAGNUELO.
Aurèle Resther, hotelkeeper, of the city and district of Quebec, Petitioner ;

and

Bernard Arthur Leprohon, merchant tailor, of the city and district of Montreal, Respondent.
Upon motion of the petitioner that a liquidator be appointed to the general partnership having existed between the parties as merchant tailors, at Montreal, under the style, name and firm of B. A. Leprohon & Co., I, Ambrose L. Kent, accountant, of Montreal, do hereby give notice that upon said motion, I have, this day, been appointed said liquidator by judgment of this court.

A. L. KENT,
Liquidator.

97, Saint James street,
Montreal, 6th September, 1901. 3530

Licitation

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal.

Notice is given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal,

dix-septième jour de juin mil neuf cent-un, dans une cause dans laquelle François Charles Laberge, ingénieur civil, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Dame Marie Rosalie Louise Albina Donegani, épouse séparée de biens de Charles Silby, ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant absents, habitant des lieux inconnus, et le dit Charles Silby, en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro cent cinquante-cinq B (155 B), du cadastre du village incorporé de la Côte de la Visitation—sans bâtisse.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-DEUXIÈME jour d'OCTOBRE prochain (1901), cour tenante, dans la salle d'audience de la cour supérieure, troisième division, siégeant au palais de justice, dans la dite cité de Montréal, à ONZE heures de l'avant-midi ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

DUPUIS & LUSSIER,
Avocats du demandeur.

Montréal, 10 septembre 1901. 3549

the seventeenth day of June, one thousand nine hundred and one, in a cause in which François Charles Laberge, civil engineer, of the city and district of Montreal, is Plaintiff; and Marie Rosalie Louise Albina Donegani, wife separated as to property of Charles Silby, heretofore of the city and district of Montreal, and now absents and residing in unknown parts, and the said Charles Silby, for the purpose of assisting his said wife in these presents, are defendants, ordering the licitation of certain immovable described as follows, to wit :

A lot of land known and designated as the number one hundred and fifty-five B (155 B), of the cadastre of the incorporated village of la Côte de la Visitation—without building.

The immovably above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY-SECOND day of OCTOBER next (1901), sitting the court, in the court room of the court house, in the third division of the said superior court, in the said city of Montreal, at ELEVEN of the clock in the forenoon ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, twelve days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and opposition for payment must be filed within six days next after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

DUPUIS & LUSSIER,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th September, 1901. 3550

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauharnois.

Province de Québec, }
District de Beauharnois, } **E**PHREM COUSI-NEAU, Requérent.
No 616. } vs. OCTAVE COSSETTE, Défendeur ; et LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DES BOISSONS CANADIENNES, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires, en la ville de Salaberry de Valleyfield, mise-en-cause.

Un emplacement sis et situé dans la ville de Salaberry de Valleyfield, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile, sous les Nos 109 et 110, de la subdivision du numéro quatre-vingt-quinze (95).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, MARDI, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 9 septembre 1901. 3545
[Première publication, 14 septembre 1901.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauharnois.

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } **E**PHREM COUSI-NEAU, Petitioner,
No. 616. } vs. OCTAVE COSSETTE, Defendant, and LA COMPAGNIE GÉNÉRALE DES BOISSONS CANADIENNES, a body politic and corporate, having its chief place of business in the town of Salaberry de Valleyfield, a party to the suit.

A lot situate and being in the town of Salaberry de Valleyfield, known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Cécile, as Nos. 109 and 110, of the subdivision of the number ninety-five (95).

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Cécile, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Shérif.
Beauharnois, 9th September, 1901. 3546
[First published, 14th September, 1901.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Quebec.

Chicoutimi, à savoir : } **JOSEPH AMYOT**, de la
No 268. } cité de Québec, négociant, Demandeur ; contre **JOSEPH TREMBLAY**, de la paroisse de Saint-Bruno, Lac Saint-Jean, marchand, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Bruno, connu et désigné au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Labarre, sous le numéro onze f (11 f), du quatrième rang du dit canton de Labarre—avec bâtisses et dépendances.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Bruno, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie, connue et désignée au plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Signai, sous le numéro dix sept (17), du quatrième rang du dit canton de Signai—avec toutes ses appartenances, dépendances et bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Bruno, à DIX heures de l'avant-midi, le VINGT-CINQUIEME jour du mois de SEPTEMBRE prochain.

Bureau du Shérif. Chicoutimi, 17 août 1901. [Première publication, 24 août 1901.]

O. BOSSE, Shérif. 3311-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec

Chicoutimi to wit : } **JOSEPH AMYOT**, of the
No. 268. } city of Québec, merchant ; Plaintiff ; against **JOSEPH TREMBLAY**, of the parish of Saint Bruno, Lake Saint John, trader, Defendant.

1. An emplacement situate in the parish of Saint Bruno, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Labarre, under the number eleven f (11 f), of the fourth range of the said township of Labarre—with buildings and dependencies.

2. A land situate in the parish of Saint Bruno, containing one hundred acres, more or less, in superficies, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Signai, under the number seventeen (17), of the fourth range of the said township of Signai—with all appurtenances, dependencies and buildings.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Bruno, at TEN o'clock in the forenoon, on the TWENTY-FIFTH day of the month of SEPTEMBER next.

Sheriff's office, Chicoutimi, 17th August, 1901. [First published, 24th August, 1901.]

O. BOSSE, Sheriff. 3312

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Comté de Gaspé.

Percé, à savoir : } **UGUSTE LECLERC**, De-
No 538. } mandeur ; contre **VIRGILE HENLEY**, Défendeur.

Tous les droits de défrichement, améliorations, titres et intérêts quelconques, (les défrichements comprenant environ vingt acres de terre faite et les clôtures les renfermant et les améliorations, une maison et une grange et leurs dépendances) que le défendeur a et possède sur une terre située au premier rang du canton Duchesnay, dans la municipalité de Sainte-Anne des Monts, au lieu appelé Marsouins, étant le numéro quatre, de la subdivision du dit canton, suivant les plans au département des terres de la Couronne ; et borné en front par le fleuve Saint-Laurent, en arrière par les terres du deuxième rang, à l'est par le dit demandeur, Auguste Leclerc, et à l'ouest par le lot de terre portant le numéro trois, de la dite subdivision.

Pour être vendus au bureau du registrateur pour la division d'enregistrement de Gaspé, à Sainte-Anne des Monts, le VINGT-SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Percé, 13 août 1901. [Première publication, 24 août 1901.]

JAS. T. TUZO, Shérif. 3319-2

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the abovesaid-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—County of Gaspé.

Percé, to wit : } **UGUSTE LECLERC**, Plain-
No. 538. } tiff ; against **VIRGILE HENLEY**, Defendant.

All the rights of clearance, improvements, title and interest whatever, (the clearances containing about twenty acres of made land and the enclosing fences and the improvements consisting of a house, a barn and their dependencies) which the defendant has and possesses on a farm situate on the first range of the township Duchesnay, in the municipality of "Sainte Anne des Monts," at the place called "Marsouins," being number four, of the subdivision of the said township, according to the plans of the Department of Crown Lands ; and bounded in front by the River Saint Laurence, in rear by the lands of the second range, on the east by the said plaintiff, Auguste Leclerc, and on the west by the lot of land bearing the number three, of the said subdivision.

To be sold at the office of the registrar for the registration division of Gaspé, at Sainte Anne des Monts, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, 1901, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Percé, 13th August, 1901. [First published, 24th August, 1901.]

JAS. T. TUZO, Sheriff. 3320

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS

Canada, Province de Québec, District de Gaspé, Comté de Bonaventure, No 2. } **DANS** l'affaire de **GEORGE MOURAUD**, de Chantenay, près de Nantes, en France, et **AUGUSTE BODARD**, de Port Daniel, dans les dits comtés et district, faisant affaires en société sous les nom et raison de Mouraud, Bodard & Cie, Faillis ; et **HERMENEGILLE ROBICHAUD**, Requérant, et

CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Gaspé, County of Bonaventure, No. 2. } **IN** the matter of **GEORGE MOURAUD**, of Chantenay, close to Nantes, in France, and **AUGUSTE BODARD**, of Port Daniel, in the county and district aforesaid, doing business in partnership under the name and style of Mouraud, Bodard & Co., Insolvents, and **HERMENEGILDE ROBICHAUD**,

ALCIDE BODARD, Curateur, tous deux de Port Daniel auidit.

Une certaine étendue de terre située dans le sixième rang du canton de Port Daniel susdit, et faisant partie des numéros 803 et 804, des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Port Daniel; bornée à l'est par le numéro 802, au sud par le cinquième rang, à l'ouest par une ligne quarante pieds à l'ouest de la petite rivière Port Daniel, et au nord-est par une ligne suivant le pied de la montagne sur la dite étendue de terre, le tout contenant environ deux acres de terre en superficie, plus ou moins—ensemble un moulin à scie (pouvoir d'eau), chaussée, canal de moulin, machines et tous accessoires et appareils utiles au dit moulin, le tout en parfait ordre; aussi une maison, grange et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint Georges de Port Daniel, **MERCREDI**, le **VINGT-CINQUIÈME** jour de **SEPTEMBRE** prochain (1901), à **QUATRE** heures de l'après-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif C. B.
New Carlisle, 20 août 1901. 3339-2
[Première publication 24 août 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ALPHONSE RACINE**,
No 267. } A marchand importateur,
de la cité et du district de Montréal, et y faisant affaires comme tel seul, sous la raison de **A. Racine & Cie**, Demandeur; contre les terres et tenements de **BENJAMIN GOHIER** et **EDOUARD GOHIER**, tous deux commerçants, de la ville de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, et y faisant affaires comme tels en société sous la raison de **Edouard Gohier & Cie.**, Défendeurs, conjointement et solidairement.

Saisis comme appartenant à **B. Gohier**, l'un des dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir:

1° Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, mesurant soixante et quatre arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro deux cent vingt et un (No 221); bornée en front par la Côte de Vertu (Nord)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances

2° Une terre sise et située en la paroisse Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, mesurant trente arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro deux cent quarante (No 240); bornée en front par la Côte de Vertu (Nord)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Montréal, le **DIX-SEPTIÈME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 11 septembre 1901. 3559
[Première publication, 14 septembre 1901.]

Petitioner, and **ALCIDE BODARD**, Curator, both of Port Daniel aforesaid.

A certain piece or portion of land situated in the sixth range of the township of Port Daniel aforesaid, and forming part of the numbers 803 and 804, of the official plan and book of reference of the said township of Port Daniel; bounded on the east by the number 802, on the south by the fifth range, on the west by a line forty feet to the west of the little river, Port Daniel, and to the north east by a line following the base of the Mountain on the said lot of land, the whole containing about two acres of land in superficies, more or less—together with a saw mill (water power), mill dam, raceway, machinery and all accessories and appurtenances to the said mill belonging, the same being in perfect working order; with also a dwelling house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint George de Port Daniel, on **WEDNESDAY**, the **TWENTY-FIFTH** day of **SEPTEMBER** next (1901), at the hour of **FOUR** of the clock in the afternoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff, C. B.
New Carlisle, 20th August, 1901. 3340
[First published, 24th August, 1901.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ALPHONSE RACINE**,
No. 267. } A merchant importer, of the city and district of Montreal, and there doing business as such alone under the firm of "**A. Racine & Cie.**" Plaintiff; against the lands and tenements of **BENJAMIN GOHIER** and **EDOUARD GOHIER**, both traders, of the town of Saint Laurent, in the district of Montreal, and there doing business as such in partnership under the style and firm of **Edouard Gohier & Cie.**" Defendants, jointly and severally.

Seized as belonging to **B. Gohier**, one of the said defendants, the following immovables, to wit:

1. A lot situate and being in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, in the district of Montreal, measuring sixty-four arpents in area, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number two hundred and twenty-one (No. 221); bounded in front by the Côte de Vertu (Nord)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A lot of land situate and being in the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, in the district of Montreal, measuring thirty arpents in area, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, as number two hundred and forty (No. 240); bounded in front by the Côte de Vertu (Nord)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **SEVENTEENTH** day of **OCTOBER** next, at **TWO** o'clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHÈRE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 11th September, 1901. 3560
[First published, 14th September, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **THE CANADIAN SAVINGS**
 No 1165. } **LOAN AND BUILDING**
ASSOCIATION, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa place d'affaires pour la province de Québec, dans la cité et district de Montréal, Demanderesse, contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A", annexée au bref, la propriété de DAME MARIE JESSIE PERUSSE, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Eugène Bleau, du même lieu, huissier, et le dit Eugène Bleau, dans le but d'autoriser sa dite épouse, Défenderesse, maintenant entre les mains de David Weller, de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait en cette cause par la dite défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, maintenant entre les mains et possession du dit curateur, l'immeuble suivant, à savoir :

Cet emplacement situé sur le Boulevard Saint-Denis, faisant front sur la rue Huntley, et formant partie du lot numéro huit, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la Côte Saint-Louis, et plus particulièrement connu comme étant la moitié nord du lot numéro cinq cent trois (8 moitié n. de 503), des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Denis, et mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise—avec maison et dépendances sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Montréal, 11 septembre 1901. 3561
 [Première publication, 14 septembre 1901.]

MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **KENT & TURCOTTE**,
 No 80. } curateurs, à ce dûment
 autorisés sous l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateurs aux biens de CHARLES C. CORNEILLE, failli, et l'honorable Louis F. R. Masson *et al.*, requérants.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Antoine, faisant partie du lot numéro quatre cent soixante et un (461), du cadastre hypothécaire du dit quartier Saint-Antoine, et plus particulièrement connu comme étant les subdivisions trois, quatre, cinq, six et sept (3, 4, 5, 6 et 7), du dit lot officiel numéro quatre cent soixante et un (461), contenant cent un pieds et six pouces sur la ligne sud-est ou front de la dite propriété, quatre-vingt-dix-neuf pieds sur la ligne nord-ouest ou arrière de la dite propriété par quarante-sept pieds de profondeur sur la ligne sud-ouest, et quarante-six pieds de profondeur sur la ligne nord-est; borné comme suit: en front, au sud-ouest par l'Avenue Wrexham, étant un passage indiqué sur le dit plan officiel séparant le lot quatre cent soixante (460), du lot officiel quatre cent soixante et un (461), en arrière, au nord-ouest, par une ruelle de douze pieds de largeur, formant partie des dites subdivisions 3, 4, 5, 6 et 7, et aussi des subdivisions 1 et 2, du dit lot officiel numéro (461), la ligne nord-ouest de la dite ruelle étant parallèle avec la rue Saint-Antoine, et à une distance d'environ quatre-vingts pieds du côté nord-est par le lot officiel numéro quatre cent soixante et deux (462), et du côté sud-ouest par partie des subdivisions 3 et 4, appartenant à Madame Gales ou représentants—avec cinq cottages en brique érigés sur le dit terrain et avec droit de passage tant à pieds qu'en voiture et avec animaux, tant sur la dite ruelle en front que sur la ruelle en arrière du dit terrain.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **THE CANADIAN SAVINGS**
 No. 1165. } **LOAN AND BUILDING**
ASSOCIATION, a body politic and corporate, having its principal office and place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A", to the writ annexed, the property of DAME MARIE JESSIE PERUSSE, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Eugène Bleau, of the same place, bailiff, and the said Eugène Bleau, for the purpose of authorizing his said wife, Defendant, now in the hands of David Weller, of Montreal, duly appointed curator to the *délaissement* made in this cause by said female defendant.

Seized as belonging to the said defendant, now in the hands and possession of the said curator, the following immovable, to wit :

That certain emplacement situate at Boulevard Saint Denis, fronting on Huntley street, and forming part of lot number eight, of the official plan and book of reference of the municipality of Cote Saint Louis, and more particularly known as being the north half of lot number five hundred and three (8-n-half of 503), of the official plan and book of reference for Saint Denis ward, and measuring twenty-five feet in breadth by one hundred feet in depth, english measure—with dwelling house and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Montreal, 11th September, 1901. 3562
 [First published, 14th September, 1901.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **KENT & TURCOTTE**,
 No. 80. } curators, hereunto duly
 authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curators to the estate of CHARLES C. CORNEILLE, insolvent, and the Honorable Louis F. R. Masson *et al.*, petitioners.

A lot of land situate and being in the city of Montreal, in Saint Antoine ward, forming part of lot number four hundred and sixty-one (461), of the registration cadastre of the said Saint Antoine ward, and more particularly known as being the subdivision numbers three, four, five, six and seven (3, 4, 5, 6 and 7), of the official lot number four hundred and sixty-one (461), containing one hundred and one feet six inches on the south east line or front of the said property, ninety-nine feet on the north west line or rear of the said property by forty-seven feet in depth on the south west line, and forty-six feet in depth on the north east line; bounded as follows: in front, to the south west, by Wrexham Avenue, being a passage shown on the said official plan separating lot four hundred and sixty (460), from the official lot four hundred and sixty-one (461), in rear, to the north west, by a lane twelve feet wide, forming part of the said subdivisions 3, 4, 5, 6 and 7, and also of the subdivisions 1 and 2, of the said official lot number (461), the north west line of the said lane being parallel with Saint Antoine street, and at a distance of about eighty feet on the north east side by official lot number four hundred and sixty-two (462), and on the south west side by part of the subdivisions 3 and 4, belonging to Madame Gales or representatives—with five brick cottages built on the said lot and with right of way both on foot and with vehicles and for animals, both in the said lane in front and in the lane in rear of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 11th September, 1901. 3564
[First published, 14th September, 1901.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ANSELME LETANG,
No 1614. } marchand, de la cité
et du district de Montréal, Demandeur ; contre les
terres et tenements de LA COMPAGNIE DU
CHEMIN DE PEAGE DE LA POINTE CLAIRE,
corps politique et incorporé, ayant sa principale
place d'affaires en la cité et le district de Montréal,
Défenderesse.

Tous les droits de la compagnie du chemin de péage de la Pointe Claire, résultant de l'empierrement sur une largeur de quatorze pieds, en y plaçant une couche de pierre concassée, et tous droits de la dite compagnie dans le chemin de front qui longe le fleuve Saint-Laurent, dans les municipalités de la paroisse de la Pointe Claire et du village de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, depuis le chemin de la Côte des Sources à l'extrémité est de la dite paroisse, jusqu'au chemin de la Côte Saint-Charles, dans la dite paroisse, et formant une longueur d'environ quatre milles, avec trois barrières et cabanes, servant d'abris aux percepteurs des droits de péage ; le dit chemin borné d'un côté au sud, partie par le fleuve Saint Laurent, et partie par les lots de terre connus aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les numéros trente, trente et un, trente-deux, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois et cinquante-quatre, et aux plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous les numéros un, trois, quatre, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, vingt-cinq, vingt-six, trente et un, trente-deux, trente-trois, quarante-neuf, cinquante, soixante-quatre, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, et de l'autre côté au nord, par les lots de terre connus aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous les numéros vingt-neuf, vingt-neuf A, trente, trente et un, trente-deux, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-cinq, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante et deux, et aux plan et livre de renvois officiels du dit village sous les numéros un, deux, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, soixante et onze, soixante-dix, soixante et neuf, soixante et cinq, quatre-vingt un, quatre-vingt, soixante et dix-neuf, soixante-et dix-huit, soixante et dix-sept, soixante et seize, quatre-vingt dix-huit, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-quatorze, et les droits de percevoir les taux de péage que la compagnie a et possède, et qui lui ont été accordés et lui appartiennent, en vertu du Statut de Québec de 1870, 33 Vict., chap. 32, intitulé : Acte pour pourvoir à la formation de compagnies pour l'empierrement des chemins, tel que modifié par le Statut de 1872, 36 Vict., chap. 26, intitulé : "Acte pour amender le chap. 32 de 33 Victoria", et des lettres patentes incorporant la dite compagnie, et en vertu de toute autre loi ou autorité, sujet à l'obligation de tenir le dit chemin suffisamment en bon ordre, conformément à la section cinquante-six du dit acte ci-dessus mentionné.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de

Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Député Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 11 septembre 1901. 3563
[Première publication, 14 septembre 1901.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } ANSELME LETANG,
No. 1614. } merchant, of the city
and district of Montreal, Plaintiff ; against the
lands and tenements of "LA COMPAGNIE DU
CHEMIN DE PEAGE DE LA POINTE CLAIRE,"
a body politic and corporate, having its principal
place of business in the city and district of Mon-
treal, Defendant.

All the rights of "La Compagnie du Chemin de Péage de la Pointe Claire," resulting from the macadamizing by a width of fourteen feet, and putting thereon a bed of broken stone, and all the rights of the said company in the front road which runs along the river Saint Lawrence, in the municipalities of the parish of Pointe Claire and of the village of "La Pointe Claire," in the county of Jacques Cartier, from the road of the Cotes des Sources at the eastern extremity of the said parish, to the road of the Cote Saint Charles, in the said parish, and forming a length of about four miles, with three toll gates and toll-houses, to shelter the collectors of the tolls ; the said road bounded on one side to the south partly by the river Saint Lawrence, and partly by the lots of land known on the official plan and book of reference of the said parish, as numbers thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-nine, forty, forty-one, forty-four, forty-five, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three and fifty-four, and on the official plan and book of reference of the said village, as numbers one, three, four, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, twenty-five, twenty-six, thirty-one, thirty-two, thirty-three, forty-nine, fifty, sixty-four, eighty-two, eighty-three, eighty-four, eighty-five, eighty-six, eighty-seven, eighty-eight, eighty-nine, ninety, ninety-one, ninety-two, ninety-three and ninety-four, and on the other side to the north by the lots of land known on the said official plan and book of reference of the said parish as numbers twenty-nine, twenty-nine A, thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-nine, forty, forty-one, forty-two, forty-three, forty-six, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-two, and on the official plan and book of reference of the said village as numbers one, two, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, seventy-one, seventy, sixty-nine, sixty-five, eighty-one, eighty, seventy-nine, seventy-eight, seventy-seven, seventy-six, ninety-eight, ninety-seven, ninety-six, ninety-five, ninety-four, and the rights to collect tolls which the company has and owns, and which have been granted to and belong to it, in virtue of the Quebec Statute of 1870, 33 Vict., chap. 32, intituled : "An act to provide for the formation of joint stock companies for stoning roads," such as amended by the Statute of 1872, 36 Vict., chap. 26, intituled : "An act to amend the act 33 Victoria, cap. 32," and of the letters patent incorporating the said company, and in virtue of any other law or authority, subject to the obligation of keeping the said road in sufficiently good repair, pursuant to section fifty-six of the said act herein above mentioned.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 août 1901. Shérif. 3333-2
[Première publication, 24 août 1901.]

DUPLICATA.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } PIERRE LIN FORTIN, bourgeois, de la paroisse de Saint-Basile le Grand, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de VICTOR DERAGON dit LAFRANCE, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

1° Une terre sise et située dans la concession Des Vingt-Quatre (24), dans la paroisse de Saint-Basile le Grand, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, sous le numéro quatre cent seize (416) ; bornée en front et en profondeur par le chemin public—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre sise et située dans la concession Des Trente (30), dans la paroisse de Saint-Basile le Grand, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, sous le numéro quatre cent quarante (440) ; bornée en front par le chemin public—sans bâtisses ; néanmoins, à droite, de la dite terre une lisière de terre de soixante et quinze perches (75) en superficie, appartenant à la compagnie de chemin de fer du Grand Tronc.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Basile le Grand, le VINGT-SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 août 1901. Shérif. 3335-2
[Première publication, 24 août 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LOUIS PHILIPPE BERARD ET DONAT BRODEUR, tous deux des cité et district de Montréal, avocats, y pratiquant comme tels en société sous la raison de "Bérard & Brodeur". Demandeurs ; contre les terres et tenements de VICTOR NORMANDIN, de Boucherville, district de Montréal, es qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu Louis Normandin, de son vivant notaire, du même lieu, Défendeur.

1° Un terrain avec maison et hangar dessus construits formant partie du lot numéro vingt-huit, des plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville, contenant quarante-quatre pieds de front par cent cinquante-six pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné en front par la rue Sainte-Famille, en profondeur par Elmenza Lucas, épouse de Jovite Benard, au sud-ouest par James Conway, et de l'autre côté, par une autre partie du numéro vingt-huit.

2° Un autre terrain aussi avec maison et hangar dessus construits, formant aussi partie du lot numéro vingt-huit, des plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville, contenant trente-deux pieds de front par cent cinquante-six pieds de profondeur, mesure anglaise ; aussi borné en front par la rue Sainte-Famille, en profondeur par la dite Elmenza Lucas, épouse de Jovite Benard, du côté sud-ouest par le terrain ci-dessus désigné, et de l'autre côté par une autre partie du numéro vingt-huit.

3° Un autre terrain avec une maison, glacière et hangar dessus construits, formant aussi partie du lot numéro vingt-huit, des plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville, contenant trente-trois pieds de front par cent cinquante-six pieds de profondeur ; borné en front par la dite rue Sainte-Famille, en profondeur par la dite Elmenza Lucas,

on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 21st August, 1901. Sheriff. 3334
[First published, 24th August, 1901.]

DUPLICATA.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } PIERRE LIN FORTIN, gentleman, of the parish of Saint Basile le Grand, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of VICTOR DERAGON dit LAFRANCE, farmer, of the same place, Defendant.

1. A land situate in the concession *Des Vingt-Quatre* (24, in the parish of Saint Basile le Grand, known and described as number four hundred and sixteen (416), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Bruno ; said land bounded in front and in rear by the public road—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A land situate in the concession *Des Trente* (30), in the parish of Saint Basile le Grand, known and described as number four hundred and forty (440), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Bruno ; said land bounded in front by the public road—without buildings ; reserving, however, from the said land a strip of land of seventy five (75) arpents in area, belonging to the Grand Trunk Railway Company of Canada.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Basile le Grand, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 21st August, 1901. Sheriff. 3336
[First published, 24th August, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } LOUIS PHILIPPE BERARD AND DONAT BRODEUR, both of the city and district of Montreal, advocates, and practising there as such in partnership under the style of "Berard & Brodeur", Plaintiffs ; against the lands and tenements of VICTOR NORMANDIN, of Boucherville, district of Montreal, in his quality of testamentary executor to the estate of the late Louis Normandin, in his lifetime notary, of the same place, Defendant.

1. A lot with house and shed thereon erected, forming part of lot number twenty-eight, of the official plan and book of reference of the village of Boucherville, containing forty-four feet in front by one hundred and fifty-six feet in depth, english measure ; bounded in front by Sainte Famille street, in depth by Elmenza Lucas, wife of Jovite Benard, on the south west by James Conway, and on the other side by another part of number twenty-eight.

2. Another lot also with house and shed thereon erected, forming also part of lot number twenty-eight, of the official plan and book of reference of the village of Boucherville, containing thirty-two feet in front by one hundred and fifty-six feet in depth, english measure ; also bounded in front by Sainte-Famille street, in depth by the said Elmenza Lucas, wife of Jovite Benard, on the south west side by the lot herein above described, and on the other side by another part of number twenty-eight.

3. Another lot with a house, and ice house and shed thereon erected, also forming part of lot number twenty-eight, of the official plan and book of reference of the village of Boucherville, containing thirty-three feet in front by one hundred and fifty-six feet in depth ; bounded in front by the said Sainte Famille street, in depth by the said Elmenza

épouse de Jovite Bonard, au nord-est par Moïse Faubert ou représentant, et de l'autre côté par une partie du numéro vingt-huit, des plan et livre de renvoi du village de Boucherville.

4° Un lot de terre avec bâtisse et dépendances sus-érigées, contenant environ cent dix pieds de front sur environ quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par la rue Saint-Jean, en profondeur par la rue Saint-Louis, d'un côté au nord ouest par le résidu du lot numéro cent seize, appartenant à Louis Bemeur, et de l'autre côté au sud-est par le chemin de la compagnie du chemin de fer de la Rive Sud, lequel dit morceau de terre formant partie du lot connu et désigné sous le numéro (116) sur les plan et livre de renvoi du village de Boucherville.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le VINGT-SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 août 1901. [Première publication, 24 août 1901.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Montréal, à savoir: } ARTHUR GAGNON ET
No 38. } L. A. CARON, cura-
teurs conjoints, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisés d'après l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateurs aux biens de THOS F. G. FOISY, failli; et The Trust and Loan Company of Canada, Requérante.

1° La partie du lot de terre, situé en la cité de Montréal, composé des dits lots numéros deux cent huit, deux cent neuf, de la subdivision officielle du lot numéro originaire quinze (208-209-15), des plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, contenant quarante pieds de largeur par soixante et dix pieds de profondeur, plus ou moins, et mesure anglaise; borné en front par la rue Berri, et en arrière par une ruelle, et les susdits deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation—et avec toutes les bâtisses dessus construites.

2° La partie ou portion de terre située, en la cité de Montréal; bornée en front par la rue Berri, et en arrière par une ruelle, composée des lots numéros deux cent dix, deux cent onze, de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze (210-211-15), des plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, contenant quarante pieds de largeur par soixante dix pieds de profondeur, plus ou moins, et mesure anglaise, et ne faisant qu'une seule et même exploitation—et avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 août 1901. [Première publication, 24 août 1901.]

Lucas, wife of Jovite Bonard, on the north east by Moïse Faubert or representative, and on the other side by a part of number twenty-eight. of the plan and book of reference of the village of Boucherville.

4. A lot of land with building and dependencies thereon erected, containing about one hundred and ten feet in front by about eighty feet in depth, more or less, english measure; bounded in front by Saint John street, in depth by Saint Louis street, on one side to the north west by the residue of the lot number one hundred and sixteen, belonging to Louis Bemeur, and on the other side to the south east by the South Shore Railway Company, which piece of land form part of the lot known and described as number 116, on the plan and book of reference of the village of Boucherville.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 21st August, 1901. [First published, 24th August, 1901.]

CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Montréal, to wit: } ARTHUR GAGNON AND
No 38. } L. A. CARON, joint
curators, both of the city and district of Montreal, thereto duly authorized under article 879, of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curator to the property of THOS. F. G. FOISY, insolvent; and the The Trust and Loan Company of Canada, Petitioner.

The part of the land, situate in the city of Montreal, composed of the said lots number two hundred and eight and two hundred and nine, of the official subdivision of lot number fifteen (208-209-15), of the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, containing forty feet in width by seventy feet in depth, more or less, and english measure; bounded in front by Berry street, and in rear by a lane, and the aforesaid two lots forming only one and the said same plot—and with all the buildings thereon erected.

2. The part or parcel of land situate in the city of Montreal; bounded in front by Berri street, and in rear by a lane, made up of lots numbers two hundred and ten and two hundred and eleven, of the official subdivision of the original lot number fifteen (210-211-15), of the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, containing forty feet in width by seventy feet in depth, more or less, english measure, and forming only one and the same plot—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 21st August, 1901. [First published, 24th August, 1901.]

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées, et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans mon bureau, le vingt-sixième jour d'août 1901, seront vendues par moi, à mon bureau, dans la cité de Montréal, MARDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain 1901, à ONZE heures de l'avant-midi, à raison d'une réclamation de la cité de Montréal, pour taxes et contributions foncières dues, telles que détaillées dans la dite cédula.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.

Public notice is hereby given that the immovable properties mentioned, and more particularly described in schedule filed in my office, the twenty-sixth day of August, 1901, will be sold by me, at my office, in the city of Montreal, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, 1901, at ELEVEN o'clock in the forenoon, upon claim by the city of Montreal, for taxes and assessments due, as detailed in the said schedule.

No de la cédula. Schedule No.	Quartier. Ward.	No du cadastre. Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. Street number.	Rue. Street.	Propriétaire cotisé. Assessed proprietor.	Montant réclamé. Amount claimed.	Nature des réclamations. Nature of claims.	Contenance Mesure anglaise. Contents English measure.
9	Ouest—West	104	.....	66 à 78	St-Pierre—St. Peter..	Rob rt D. McGibbon et — and William F. Carter.....	\$ 1707 25	Cotisations annuelles—annual assessments.	
31	Ste-Anne— St. Anns..	756 partie-part.	.....	71	Richardson.....	Succession—Estate John Beahan	15 85	Cotisations annuelles—annual assessments.	1860 pieds —feet.
40	Ste-Anne— St. Anns.	1338	.....	Terrain-Ground	Murray.....	Succes.—Estate Patrick McCann, Joseph, Patrick et — and Tho- mas Colligan.....	50 84	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	
42	Ste-Anne— St. Anns.	1355	.....	27 à 31	Eleonor.....	Julia Shea, épouse de—wife of Daniel Phelan.....	74 02	Cotisations annuelles—annual assessments.	
45	Ste-Anne— St. Anns.	1450	.....	68 à 70½	Young.....	Julia Shea, épouse de—wife of Daniel Phelan.....	105 75	Cotisations annuelles—annual assessments.	
47	Ste-Anne— St. Anns.	1474	.....	26 à 34	Young.....	Thomas Lilley.....	224 70	Cotisations annuelles—annual assessments.	
57	Ste-Anne— St. Anns.	1782 partie-par	.....	1996 à 2034	Notre Dame.....	Margaret Ferns, veuve de—widow of Thomas Sexton.....	1316 65	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	1616 pieds —feet.

1840

✓	70	St-Antoine ..	319 partie-part.	.....	2507 à 2513	Notre Dame.....	Succes. — Estate Emélie Charlebois, épouse de—wife of Ma-caire Laurier.....	317 25	Cotisations annuelles—annual assessments.	4494 pieds —feet.
✓	71	St-Antoine ..	324	.....	110 à 116½	St. Martin.....	Julia Shea, épouse de—wife of Daniel Phelan.....	71 38	Cotisations annuelles—annual assessments.	
✓	75	St-Antoine ..	702	.....	625 à 633	St Jacques—St. James	Henriette Mitchell, veuve de—widow of Charles Fcrté.....	370 15	Cotisations annuelles—annual assessments.	
✓	76	St-Antoine ..	714 partie-part.	.....	615 à 623½	St-Jacques—St. James	Henriette Mitchell, veuve de—widow of Charles Forté.....	185 07	Cotisations annuelles—annual assessments.	4560 pieds —feet.
✓	77	St-Antoine ..	714 partie-part.	.....	24 à 30	Ruelle hors de—Lane off Desrivières.....	Henriette Mitchell, veuve de—widow of Charles Forté.....	86 85	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	4097 pieds —feet.
30 St Joseph	80	St-Antoine ..	766 S. O. partie —S. W. part.	.....	Terrain-Ground	Notre Dame.....	Marie Carmélia Bruchési, épouse de—wife of A. P. Bélair.....	134 55	Cotisations annuelles—annual assessments.	1130 pieds —feet.
10 St Joseph	81	St-Antoine ..	766 N. E. partie —N. E. part.	.....	Terrain-Ground	Notre Dame.....	Marie Sophie Duclos, veuve de— widow of Denis Jacques A. Bru- chési.....	86 13	Cotisations annuelles—annual assessments.	1180 pieds —feet.
✓	82	St-Antoine ..	815 partie-part.	.....	492 à 498	St-Jacques—St. James	Mary Ann Bradshaw, Clara Brad- shaw, et-and George Bradshaw	418 97	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	2775 pieds —feet.
✓	83	St-Antoine ..	822	.....	86 à 88½	Inspecteur-Inspector.	Archange Danjoux, vouve de— widow of Henri Hedge and Joseph Ed. Octave Corbeil.,...	1293 18	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.	
✓	84	St-Antoine ..	824	.....	78 à 78a	Inspecteur-Inspector.	Frederic Duclos.....	668 45	Cotisations annuelles et spéciales—Annual and special assessments.	
✓	88	St-Antoine ..	915 partie-part	.....	{ 301 à 307 R. 752	St. Jacques— St. James....	Alexander MacDonald.....	3997 70	Cotisations anuelles.—Annual assessments..	22649 pieds —feet.
✓	89	St-Antoine ..	936	.....	335 à 341	St.Jacques—St. James.	Joseph Lévesque et—and Julie Dubé, son épouse—his wife....	688 80	Cotisations annuelles et spéciales.—An- nual and special assessments.	
✓	94	St-Antoine ..	1073 B.	.....	744	Lagauchetière.,	Luce Olympe Leprohon, veuve de —widow of Duncan MacDonald.	68 12	Cotisations annuelles. — Annual assess- ments.	

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No. de la cédule. Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre. — Cadastral No.	Subdivision. — Subdivision.	No. de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietors.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Contenance Mesure anglaise. — Contents English measure.
✓ 95	St-Antoine ..	1078	.....	748 à 752	Lagauchetière.....	John Lukin Leprohon.....	\$370 13	Cotisations annuelles. — Annual assessments.	
✓ 100	St-Antoine ..	1146	.....	16 à 26	Belmont.....	The Land and Loan Company...	996 12	Cotisations annuelles et spéciales.—Annual and special assessments	
✓ 109	St-Antoine...	1373 partie-part	.....	83	Mansfield.....	Thomas Jackson Love et—-and Lilian Logan Love.....	108 94	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	2,840 pieds —feet.
✓ 110	St-Antoine...	1390 partie part	.....	2287 à 2295	Ste-Catherine.....	George Seybold Brown.....	1049 40	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	6545, pirds —feet.
✓ 111	St-Antoine..	1429	.....	2341	Ste-Catherine.....	Succession—Estate Lucy S. Rudolf, veuve de—widow of John Brown.....	834 77	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	
✓ 112	St-Antoine...	1464 partie-part	.....	964	Sherbrooke.....	John H. Semple.....	161 31	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	1,700 pieds —feet.
✓ 114	St-Antoine...	1501	.....	71	Drummond.....	George B. Saddler.....	192 97	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.	
✓ 115	St-Antoine...	1581 partie-part	.....	59 à 65	Mackay.....	Succession—Estate Duncan Macdonald.....	676 62	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	1,569 pieds —feet.
✓ 120	St-Antoine. .	87	64	65	Coursol.....	Succession—Estate Duncan Macdonald.....	52 85	Cotisations annuelles—annual assessments.	
✓ 121	St-Antoine...	87	67	71	Coursol.....	Succession—Estate Duncan Macdonald.....	52 85	Cotisations annuelles—annual assessments.	

✓	131	St-Antoine...	951	1 partie N.— N. part.	42	St-Antoine	John Maguire Guerin.....	35 39	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments	400 pieds— feet.
✓	132	St-Antoine...	951	1 partie-part.	42½	St-Antoine	Michael Guerin	97 48	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments	1,955 pieds —feet.
✓	134	St-Antoine...	1471	11	124	Stanley	Mathilda Trenholme, épouse de— wife of George C. Bishop.....	112 25	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments	
✓	135	St-Antoine...	1504	4 partie-part.	59	Drummond	Succession—Estate Emma Trudel, épouse de—wife of William S. Brown, William S. Brown, Tharsile Davenport, épouse de —wife of Wm Russell Richards, et—and John Fair, mandataire in trust.....	236 70	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments	2,700 pieds —feet.
✓	141	St-Antoine ..	1537	1. part-partie	958	Dorchester	Jeannie Forsyth.....	520 15	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	4300 pieds —feet.
✓	142	St-Antoine ..	1545	10	213½ à 215	St-Antoine	Robert E. Edwards.....	181 10	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.	
✓	161	St-Antoine ..	1686	12	Terrain-ground	Burnside	The Sun Life Assurance Coy....	105 75	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	
✓	168	St-Antoine ..	1850	3	2	Durocher	Michael Chs. Foley.....	105 75	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	
✓	174	St-Laurent— St Lawrence	264	.....	8 à 12 9 à 9	{ Mance..... Palmoral..... }	Martha Ann McGowan épouse de —wife of Carl Warnecke.....	298 75	Cotisations annuelles—annual assessments.	
✓	176	St-Laurent— St Lawrence co.	343	partie-part	.....	{ 296 à 302 185 à 187 St-Laurent—St Lawrence..... St Chs. Barronée... }	Marie Antoinette Jodoin.....	502 30	Cotisations annuelles—annual assessments.	3270 pieds —feet.
✓	181	St-Laurent— St Lawrence	367	.....	133 à 135	St-Urbain.....	Eugenie Kauntz et—and Sophie Kauntz.....	92 53	Cotisations annuelles—annual assessments.	
✓	191	St-Laurent— St Lawrence	11	8	Lot	Mitcheson.....	François X. Archambault.....	23 80	Cotisations annuelles—annual assessments.	

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre. — Cadastral No.	Subdivision. — Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclaté. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Contenance Mesure anglaise. — Contents English measure.
230	St-Louis	418 partie—part	.....	168 à 170	St-Denis.....	M. Louise Julie Christin, épouse de —wife of Gustave Lemieux..	\$251 55	Cotisations annuelles—annual assessments.	6007 pieds —feet.
235	St-Louis	796 partie—part	.....	525	Sherbrooke.....	Norman Thomson Rielte.....	250 90	Cotisations annuelles—annual assessments.	9480 pieds —feet.
236	St-Louis	797 partie—part	.....	429 à 435	St-Laurent—St Law- rence.....	Thomas F. Guildor Foisy, Arthur Gagnon, Louis A. Caron, cura- teurs—curators.....	423 00	Cotisations annuelles—annual assessments.	5533 pieds —feet.
238	St-Louis	880	.....	97	St-Hypolite..	Anna Helen Veitch, Vve de-widow of George Steele, tutrice—tutrix.	37 02	Cotisations annuelles—annual assessments.	
241	St-Louis	376	6. 5. et partie de —and part of 4.....	80A à 91D	St-Elzabeth.....	Hypolite Gougeon.....	333 12	Cotisations annuelles—annual assessments.	5969 pieds —feet.
261	St-Louis	755	2partie - part	32 à 36	St-Norbert.....	Louis Riopel... ..	79 32	Cotisations annuelles—annual assessments.	2114 pieds —feet.
262	St-Louis	755	3	38 à 42	St-Norbert.....	Louis Riopel.	79 32	Cotisations annuelles—annual assessments.	
263	St-Louis	755	4	44 à 48	St-Norbert.....	Louis Riopel.....	74 03	Cotisations annuelles—annual assessments.	
264	St-Louis	755	5	52 à 54	St-Norbert.....	Louis Riopel.....	66 10	Cotisations annuelles—annual assessments.	
265	St-Louis	755	6-7	56 à 58	St-Norbert.....	Louis Riopel.....	66 10	Cotisations annuelles—annual assessments.	
272	St-Louis	902	21	123 à 125	Laval.....	Flore Roy, veuve de—widow of Augustin Lorrin.....	137 48	Cotisations annuelles—annual assessments.	
274	St-Louis	902	27	lot	Sanguinet.....	William Gariópy.....	26 45	Cotisations annuelles—annual assessments.	

✓ 278	St-Louis	903	215, 216	634 à 636	Sanguinet.....	Arthur Lemieux.....	55 52	Cotisations annuelles—annual assessments.
✓ 285	St-Louis	903	239, 240	560 à 568b	Sanguinet.....	Louis Riopel.....	79 30	Cotisations annuelles—annual assessments.
✓ 303	St-Jacques— St. James.	109	.....	37 à 43	St-Thimothée.....	Florence Christie, épouse de— wife of Hy. H. Henshaw et— and L. Anna M. Buchanan....	132 20	Cotisations annuelles—annual assessments.
✓ 318	St-Jacques— St. James.	522	.....	113 56 1596 à 1620	St-Hubert..... St-Christophe..... Ste-Catherine.....	Henri Pierre Lamothe, Charles Lamothe et— and Amanda Mail- lot, veuve de— widow of William Lamothe.....	1953 65	Cotisations annuelles—annual assessments.
✓ 319	St-Jacques— St. James.	548 partie-part	.....	321	Dorchester.....	Warwick H. Ryland.....	449 45	Cotisations annuelles—annual assessments. 20600 pieds —feet.
✓ 322	St-Jacques— St. James.	816	.....	84 1595 à 1601	St-Christophe..... Ste-Catherine.....	Henri Pierre Lamothe, Charles Lamothe et— and Amanda Mail- lot, veuve de— widow of William Lamothe.....	647 70	Cotisations annuelles—annual assessments.
✓ 323	St Jacques— St. James.	Partie S.E. de— S.E. part of 824	.....	267	St-Denis.....	Pierre Napoléon Ménard.....	317 25	Cotisations annuelles—annual assessments. 3750 pieds —feet.
✓ 325	St-Jacques— St. James.	1010	.....	323 à 325	Montcalm.....	Odile Legaré, épouse de—wife of Joseph Poirier.....	58 17	Cotisations annuelles—annual assessments.
✓ 328	St-Jacques— St James..	432	4	131 à 133 10 à 12	St-Denis..... N.-D. de Lourdes..	Atala Leclerc, épouse de—wife of Milton McDonald.....	269 65	Cotisations annuelles—annual assessments.
✓ 331	St-Jacques— St James..	838	12	357 à 361	St-Denis.....	Pierre Napoléon Menard.....	179 75	Cotisations annuelles—annual assessments.
✓ 332	St-Jacques.. St James..	838	13	363 à 365	St-Denis.....	Pierre Napoléon Menard.....	230 00	Cotisations annuelles—annual assessments.
✓ 333	St-Jacques— St James..	846	1 et—and 2	184 à 190	St-Hubert.....	Henri Adolphe Durand.....	230 00	Cotisations annuelles—annual assessments.
✓ 334	St-Jacques— St James..	974	28	425 à 427	Amherst.....	Henri Adolphe Durand.....	66 10	Cotisations annuelles—annual assessments.
✓ 335	St-Jacques— St James..	1154	8	430 à 432	Montcalm.....	Henriette St Jean, épouse de— wife of Antoine Crevier.....	55 72	Cotisations annuelles—annual assessments.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre. — Cadastral No.	Subdivision. — Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Contenance Mesure anglaise. — Contents English measure.
337	St-Jacques— St James..	1195	18 et partie de—and part of 17	362	St-Hubert.....	Jos. Alexandre C. Madore.....	\$211 50	Cotisations annuelles—annual assessments.	6,740 pieds —feet.
341	St-Jacques— St James..	1203	4 et partie de— and part of 5	772 à 778	Berri.....	Melina David, épouse de—wife of William Rickner.....	81 95	Cotisations annuelles—annual assessments.	3,200 pieds —feet.
351	St-Jacques— St James..	1211	30	9 à 11	Cherrier.....	Flore Roy, veuve de—widow of Augustin Lorrin.....	132 20	Cotisations annuelles—annual assessments.	
355	Ste-Marie— St Marys..	19	Partie—part.	Lot.	Notre Dame.....	David A. Lafortune.....	74 03	Cotisations annuelles—annual assessments	
356	Ste-Marie— St Mary's..	24	Partie—part.	1 à 7	Commissaires—Com- missionnaires.....	Marie Louise Julie Christin, épouse de—wife of Gustave Lemieux..	150 70	Cotisations annuelles—annual assessments.	
360	Ste-Marie— St Mary's..	378	Partie—part.	48 à 56a	Maisonneuve.....	Marie Eva Dufresne, Raoul M. Dufresne, Maria G. Dufresne, Jos. Dufresne tuteur—tutor...	211 50	Cotisations annuelles—annual assessments.	
364 379	Ste-Marie— St Mary's..	1317	Partie—part.	Lot.	Harmonie—Harmony	Jean B. Pausé & Hercule Lamou- che "Pausé & Lamouche."...	11 90	Cotisations annuelles—annual assessments.	

1846

de la
Marie

386	Ste-Marie— St. Mary's.	1585 partie-part	832 à 844	Notre Dame.....	William Mitchell, Elizabeth Mitchell, veuve de—widow of Wm McLeod.....	264 38	Cotisations annuelles—annual assessments.	5,929 pieds —feet.
388	Ste-Marie— St. Mary's.	603	3	430 à 434	Lafontaine	Antoine Téléphore Patenaude..	79 31		Cotisations annuelles—annual assessments.
389	Ste-Marie— St. Mary's.	503	23 et— and 24	27 à 31	Burnett.....	Maxime Papineau.....	100 46	Cotisations annuelles—annual assessments.
425	Ste-Marie— St. Mary's.	1363	16	92 à 94	Logan	Georges Pigeon et— and Honorius Pigeon	66 09	Cotisations annuelles—annual assessments.
526	Partie du village d'Hochelega, annexée à la cité de Montréal, et maintenant formant le quartier Hochelega.—Part of Hochelega village, annexed to the city of Montreal, and now joining Hochelega ward.	23	807	Lot	Chambly	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.
527		23	806	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.
528		23	805	Lot	Chambly.....	John Morris	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.
529		23	727	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.
530		23	726	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.
531		23	656	Lot	Chambly.....	John Morris....	1 18	Cotisations annuelles—annual assessments.
532		23	655	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 19	Cotisations annuelles—annual assessments.
533		23	654	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 18	Cotisations annuelles—annual assessments.
534		23	601	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 32	Cotisations annuelles—annual assessments.
535		23	600	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 32	Cotisations annuelles—annual assessments.
536		23	599	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 32	Cotisations annuelles—annual assessments.
537		23	598	Lot	Chambly.....	John Morris.....	1 32	Cotisations annuelles—annual assessments.
538		23	539	Lot	Chambly.....	John Morris....	4 23	Cotisations annuelles—annual assessments.
539		23	484	Lot	Chambly.....	John Morris.....	4 76	Cotisations annuelles—annual assessments.
540	23	443	Lot	Chambly.....	John Morris.....	5 80	Cotisations annuelles—annual assessments.	
541	23	432	Lot	Chambly.....	John Morris.....	5 80	Cotisations annuelles—annual assessments.	

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule. — Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre. — Cadastral No.	Subdivision. — Subdivision.	No. de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Contenance Mesure anglaise. — Contents English measure.
542	Partie du village d'Hochelaga, annexée à la cité de Montréal, et maintenant formant le quartier Hochelaga.—Part of Hochelaga village annexed to the city of Montreal and now forming Hochelaga ward.	23	451	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	\$5 80	Cotisations annuelles—annual assessments.	
543		23	452	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	5 80	Cotisations annuelles—annual assessments.	
544		23	502	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	4 76	Cotisations annuelles—annual assessments.	
545		23	606	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 96	Cotisations annuelles—annual assessments.	
546		23	607	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 97	Cotisations annuelles—annual assessments.	
547		23	608	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 96	Cotisations annuelles—annual assessments.	
548		23	694	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
549		23	695	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
550		23	696	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
551		23	773	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
552		23	774	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
553		23	775	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
554		23	831	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
555		23	832	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.	
556	23	833	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.		
557	23	834	Lot	Nicolet.....	John Morris.....	1 06	Cotisations annuelles—annual assessments.		
558	23	430	Lot	Ste-Catherine.....	John Morris.....	10 57	Cotisations annuelles—annual assessments.		

559	23	476	Lot	Stadacona.....	John Morris.....	5 29	Cotisations annuelles—annual assessments.
560	23	470	Lot	Stadacona.....	John Morris.....	6 35	Cotisations annuelles—annual assessments.
561	23	507	Lot	Duquette.....	John Morris.....	4 76	Cotisations annuelles—annual assessments.
562	23	527	Lot	Duquette.....	John Morris.....	3 17	Cotisations annuelles—annual assessments.
563	23	526	Lot	Duquette.....	John Morris.....	3 17	Cotisations annuelles—annual assessments.
564	23	566	Lot	Ontario.....	John Morris.....	5 92	Cotisations annuelles—annual assessments.
565	23	562	Lot	Ontario.....	John Morris.....	6 59	Cotisations annuelles—annual assessments.
566	23	561	Lot	Ontario.....	John Morris.....	5 93	Cotisations annuelles—annual assessments.
567	23	639	Lot	Forsyth.....	John Morris.....	1 32	Cotisations annuelles—annual assessments.
568	23	652	Lot	Forsyth.....	John Morris.....	1 33	Cotisations annuelles—annual assessments.
569	23	709	Lot	Hochelaga.....	John Morris.....	1 32	Cotisations annuelles—annual assessments.
570	23	721	Lot	Hochelaga.....	John Morris.....	1 85	Cotisations annuelles—annual assessments.
571	23	790	Lot	Sherbrooke.....	John Morris.....	2 64	Cotisations annuelles—annual assessments.
572	23	791	Lot	Sherbrooke.....	John Morris.....	3 17	Cotisations annuelles—annual assessments.
573	23	802	Lot	Sherbrooke.....	John Morris.....	2 64	Cotisations annuelles—annual assessments.
575	23	828	Lot	Nicolet.....	Emma Babeu, épouse de—wife of Maxime Deslauriers.....	0 85	Cotisations annuelles—annual assessments.
576	23	829	Lot	Nicolet.....	Emma Babeu, épouse de—wife of Maxime Deslauriers.....	0 85	Cotisations annuelles—annual assessments.
577	23	830	Lot	Nicolet.....	Emma Babeu, épouse de—wife of Maxime Deslauriers.....	0 85	Cotisations annuelles—annual assessments.
✓ 578	31	32	Lot	Cuvillier.....	Emma Babeu, épouse de—wife of Maxime Deslauriers.....	10 57	Cotisations annuelles—annual assessments.
✓ 604	54.	59 et partie de —and part of 60.	Lot	Desery.....	Paula S. Gauthier.....	39 16	Cotisations annuelles—annual assessments. 4000 pieds —feet.

Partie du village d'Hochelaga, annexée à la cité de Montréal, et maintenant formant le quartier Hochelaga. —Part of Hochelaga village, annexed to the city of Montreal, and now forming Hochelaga ward.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suivt.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre. — Cadastral No.	Subdivision. — Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Contenance Mesure anglaise. — Contents English measure.
613	Partie du village d'Hochelaga, annexée à la cité de Montréal, et maintenant formant le quartier Hochelaga.—Part of Hochelaga village, annexed to the city of Montreal, and now forming Hochelaga ward.	80	188	316	Moreau.....	Alphonse Daignault.....	\$42 30	Cotisations annuelles—annual assessments.	
646		166	ouest de west of 414.	Lot	Frontenac.....	Joseph Ulric Emard et— Exilda Stuart, son épouse—his wife.....	11 87	Cotisations annuelles—annual assessments.	220 pieds— feet.
678		166	555	Lot	Lafontaine.....	Michael Quinn.....	9 25	Cotisations annuelles—annual assessments.	
679		166	556	Lot	Lafontaine.....	Michael Quinn.....	9 27	Cotisations annuelles—annual assessments.	
680		166	557	Lot	Lafontaine.....	Michael Quinn.....	9 25	Cotisations annuelles—annual assessments.	
681		166	558	Lot	Lafontaine.....	Michael Quinn.....	9 27	Cotisations annuelles—annual assessments.	
682		166	559	Lot	Lafontaine.....	Michael Quinn.....	9 25	Cotisations annuelles—annual assessments.	
688		168	17.18	246 à 252	Iberville.....	Benjamin Schaydler.....	74 00	Cotisations annuelles—annual assessments.	

691	28		1053	Cadioux.....	Cyrille Alphonse Gervais.....	42 30	Cotisations annuelles—annual assessments.	
692	32		1031 à 1033	Cadioux....	Cyrille Alphonse Gervais.....	80 35	Cotisations annuelles—annual assessments.	
693	57 partie—part		458 à 458a	Rachel.....	M. Louise Ada DeLorimier, épouse de—wife of Arthur Magnan...	84 60	Cotisations annuelles—annual assessments.	1600 pieds—feet.
694	188		1062	Cadioux.....	Cyrille A. Gervais.....	35 95	Cotisations annuelles—annual assessments.	
697	373		1109 à 1115	St-Laurent—St. Lawrence.....	Jean-Baptiste DeLorimier.....	179 75	Cotisations annuelles—annual assessments.	
698	431		77 à 99 976 à 982	Mitcheson..... St-Laurent—St. Lawr.	Rosalie J. Thompson, épouse de—wife of Ferdinand Bayard...	719 82	Cotisations annuelles—annual assessments.	
715	1	163, 164, 165,	lots	Marie-Anne — Mary Ann.....	William Mann.....	30 77	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	
716	1	187	13 à 15	Durham.....	Céline Perrault, veuve de — widow of Amable Goulet.....	23 27	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	
717	1	271	78 à 80	Marie-Anne — Mary Anne.....	William Mann.....	23 25	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	
718	6	87, 88	76 à 82a	Chambord.....	Emile Niquette.....	57 93	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	
721	6	118	220 à 222	La Salle.....	Luce Olympe Leprohon, veuve de —widow of Duncan MacDonald	33 84	Cotisations annuelles—annual assessments.	
722	6	119	224 à 226	La Salle.....	Luce Olympe Leprohon, veuve de —widow of Duncan MacDonald	33 84	Cotisations annuelles—annual assessments.	
732	11	28-a	506 à 508	Mentana.....	Damase Leclair.....	35 81	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	
739	15	207, 208, 209, 210, 211 et-and 206 partie-part.	1010 à 1030	Berri.....	Thomas F. Guildor Foisy, A. Gagnon et—and L. A. Caron, curateurs—curators.....	253 80	Cotisations annuelles—annual assessments.	7350 pieds—feet.

Village Saint-Jean-Baptiste maintenant annexé à la cité de Montréal, et formant le quartier Saint-Jean-Baptiste. — Saint-Jean-Baptiste village, now annexed to the city of Montreal, and forming the Saint Jean-Baptiste ward.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule.	Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre. — Cadastral.	Subdivision. — Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclamé. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Contenance Mesure anglaise. — Contents. English measures.
742		Village St-Jean-Baptiste maintenant annexé à la cité de Montréal, et formant le quartier St-Jean-Baptiste —St Jean Baptiste village now annexed to the city of Montreal, forming the St Jean Baptiste ward.	15	354	1121 à 1123	St Denis.....	William Jos. Grace, Michael Thos. Grace, Theresa Grace, épouse de —wife of Gustave Rainville, et —and Julia Grace.....	\$84 60	Cotisations annuelles—annual assessments.	
743			15	355	1117 à 1119	St-Denis.....	William Jos. Grace, Michael T. Grace, Theresa Grace, épouse de —wife of Gustave Rainville and Julia Grace.....	84 60	Cotisations annuelles—annual assessments.	
778			15	1258	312 à 312a	Avenue Laval—Laval Avenue.....	Adolphe alias Rodolphe Robert, grevé de substitution.....	42 30	Cotisations annuelles—annual assessments.	
779			15	1259	310 à 310a	Avenue Laval—Laval Avenue.....	Adolphe alias Rodolphe Robert, grevé de substitution.. ..	42 30	Cotisations annuelles—annual assessments.	
788				3241	347	Hibernia.....	John Michael Grace.....	50 15	Cotisations annuelles—annual assessments.
789		Partie de la paroisse de Montréal, annexée à la cité de Montréal et formant le quartier St-Gabriel—Part of the parish of Montreal, annexed to the city of Montreal and forming the St Gabriel ward.	2675	4	531 à 533	Charlevoix.....	Joseph Lamarche.....	105 75	Cotisations annuelles—annual assessments.	
790			2675	5	535 à 537	Charlevoix.....	Joseph Lamarche.....	92 54	Cotisations annuelles—annual assessments.	

793	Partie du village de la côte St-Louis, annexée à la cité de Montréal, et formant le quartier St-Denis.— Part of the village of côte St. Louis, annexed to the city of Montreal, and forming the St. Denis ward.	220	.....	11	Bibaud.....	Joseph Paquette.....	50 00	Cotisations annuelles—annual assessments.	
794		280	.....	303 à 319	Carrières.....	James Haney.....	32 70	Cotisations annuelles—annual assessments.	
796		5	445, 446	(8)	Christophe Colomb...	Joseph Lepage.....	31 73	Cotisations annuelles—annual assessments.	
816		7	290	1775 à 1777	Labelle....	Achille Arthur Massé.....	38 07	Cotisations annuelles—annual assessments.	
817		7	528	Lot	St-André.....	Amanda Thouin.....	2 12	Cotisations annuelles—annual assessments.	
821		8	503 partie-part.	776 à 778	Huntly.....	Eugénie Ferland, épouse de— wife of Napoléon Ferland.....	23 07	Cotisations annuelles—annual assessments.	2500 pieds—feet.
891		331	142 partie-part.	441 à 443	Chambord.....	Anthime Jolicœur.....	28 51	Cotisations annuelles—annual assessments.	1837 pieds—feet.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, MARDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Un dépôt sera exigé du plus haut enchérisseur, avant l'adjudication finale, suivant le paragraphe 401, du chapitre 58, 62 Victoria, P. Q.

J. R. THIBAudeau,
Shérif.
3553

Bureau du Shérif,
Montréal, 3 septembre 1901.

[Première publication, 14 septembre 1901.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. A deposit shall be exacted from the highest bidder, before final adjudication, according to the paragraph 401, chapter 58, 62 Victoria, P. Q.

Sheriff's Office,
Montreal, 3rd September, 1901.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff.
3554

[First published, 14th September, 1901.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **DAME SOPHIE LETARTE**,
No 757. } de la cité de Québec, veuve
de feu Octave Migner, en son vivant du même
lieu, gentilhomme, en ses qualités de légataire
universel et exécutrice testamentaire en vertu
du testament de son feu mari le feu Octave
Migner ; contre **DAME MARIE JOSEPHINE BRETON**, de la cité de Québec, épouse
séparée de biens par contrat de mariage de Louis
Georges Ardouin, aussi de la dite cité de Québec,
commis, et le dit Louis Georges Ardouin, de la
dite cité de Québec, tous deux personnellement et
dans le but d'assister et autoriser sa dite épouse, à
savoir :

Le lot No 344 (trois cent quarante-quatre), du
cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la
cité de Québec, étant un emplacement situé sur la
rue Richardson, avec les bâtisses dessus construites,
circonstances et dépendances. Sujet à une
rente annuelle de \$6.55, payable le 29 septembre, à
Sa Majesté, représentant les biens des Jésuites.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de
Québec, le **DIX-HUITIEME** jour d'**OCTOBRE**
prochain, à **DIX** heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 12 septembre 1901. 3557
[Première publication, 14 septembre 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **MICHEL BRUNET**, de la
No 2478. } cité de Québec, médecin ;
contre **LOUIS POIRÉ**, ci-devant de la ville de
Lévis, et maintenant de la ville de North Adams,
Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique, à savoir :

Le lot No 31-13 (trente et un-treize), du cadastre
officiel révisé du quartier Notre-Dame de la ville
de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue
Déziel—avec les bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances. Sujet à une rente
annuelle de \$8.00, payable le premier novembre, au
collège de Lévis.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Notre-Dame de la Victoire (ville de
Lévis), comté de Lévis, le **VINGT-SEPTIEME**
jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures du
matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 22 août 1901. 3349-2
[Première publication, 24 août 1901.]

FIERI FACIAS.*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **LA CITÉ DE QUÉBEC** ;
No 1923. } contre **ANTOINE ROY**,
journalier, de notre cité de Québec, dans notre dis-
trict de Québec, à savoir :

La moitié sud-ouest du lot No 1487 (mille quatre
cent quatre-vingt-sept), du cadastre officiel pour la
paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un
emplacement situé sur la rue Sainte-Thérèse. Sujet
à une rente annuelle de \$3.00, payable le 29 juin
aux Révérendes Dames de l'Hôtel-Dieu, Québec—
circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de
Québec, le **VINGT-SIXIEME** jour de **SEPTEMBRE**
prochain, à **DIX** heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 22 août 1901. 3347-2
[Première publication, 24 août 1901.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **DAME SOPHIE LETARTE**,
No. 757. } of the city of Quebec, widow
of the late Octave Migner, in his lifetime of the
same place, gentleman, in her qualities of universal
legatee and testamentary executrix, under the last
will and testament of her late husband the late
Octave Migner ; against **DAME MARIE JOSEPHINE BRETON**, of the city of Quebec, wife
separated as to property by contract of marriage of
Louis Georges Ardouin, also of the said city of
Quebec, clerk, and the said Louis Georges Ardouin,
of the said city of Quebec, both personally and for
the purposes of assisting and authorizing his said
wife, to wit :

Lot No. 344 (three hundred and forty-four), of
the official cadastre for Saint Roch's ward, of the
city of Quebec, being a lot situate on Richardson
street—with the buildings thereon erected, circum-
stances and dependencies. Subject to a yearly rent
of \$6.55, payable on the 29th of September, to His
Majesty, representing the Jesuit estates.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on
the **EIGHTEENTH** day of **OCTOBER** next, at
TEN of the clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 12th September, 1901. 3558
[First published, 14th September, 1901.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **MICHEL BRUNET**, of the
No. 2478. } city of Quebec, physician ;
against **LOUIS POIRÉ**, formerly of the town of
Lévis, and now of the town of North Adams,
Massachusetts, United States of America, to wit :

Lot No. 31-13 (thirty-one-thirteen), of the
official revised cadastre of Notre Dame ward, of the
town of Lévis, being a lot situate on Déziel street—
with the buildings thereon erected, circumstances
and dependencies. Subject to a yearly rent of
\$8.00, payable on the 1st of November, to the
college of Lévis.

To be sold at the church door of the parish of
Notre Dame de la Victoire, (town of Lévis), county
of Lévis, on the **TWENTY-SEVENTH** day of
SEPTEMBER next, at **TEN** o'clock in the
forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 22nd August, 1901. 3350
[First published, 24th August, 1901.]

FIERI FACIAS.*Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUÉBEC** ;
No. 1923. } against **ANTOINE ROY**, of
our city of Quebec, in our district of Quebec,
laborer, to wit :

The south west half of lot No. 1487 (one thousand
four hundred and eighty-seven), of the official
cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec,
being a lot of land situate on Sainte Thérèse street.
Subject to an annual rent of \$3.00, payable on the
29th of June to the Reverend Ladies of the Hôtel
Dieu de Québec—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on
the **TWENTY-SIXTH** day of **SEPTEMBER** next,
at **TEN** of the clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 22nd August, 1901. 3348
[First published, 24th August, 1901.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

Sheriff's Sales—Three Rivers

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mencionnés ci-dessus ont été misés et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **CHARLES DOUCET,**
No 242. } **FRÈRE,** Demandeur ;
vs. **MAJORIQUE MILETTE,** Défendeur.

Une terre située sur deuxième rang de la paroisse de Saint-Etienne, contenant deux arpents et un quart de large sur environ vingt arpents de profondeur, c'est-à-dire sur ce qui peut se trouver depuis le chemin de la Reine, du deuxième rang à aller aux terres du troisième rang, joignant au sud Charles Roger, et au nord Joseph Lemire—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Le dit immeuble est connu et désigné comme étant le numéro cent quatre-vingt-deux (182), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, paroisse de Saint-Etienne.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne, le **SEIZIÈME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 11 septembre 1901. 3565
[Première publication, 14 septembre 1901.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the abovesaid mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **CHARLES DOUCET,**
No. 242. } **SENIOR,** Plaintiff ; vs
MAJORIQUE MILETTE, Defendant.

A land situate in the second range of the parish of Saint Etienne, containing two arpents and one quarter in width by about twenty arpents in depth, namely, what may be found between the Queen's highway, of the second range going to the lands of the third range, adjoining on the south Charles Roger, and on the north Joseph Lemire—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Said lot is known and described as number one hundred and eighty-two (182), of the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Saint Etienne.

To be sold at the church door of the parish of Saint Etienne, on the **SIXTEENTH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 11th September, 1901. 3566
[First published, 14th September, 1901.]

Avis de Faillites

Bankrupt Notices

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re C. S. Reinhardt, Demandeur ;

vs.

Max. Abrams, restaurateur, de Montréal, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que le sixième jour de septembre 1901, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 6 septembre 1901. 3585

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re C. S. Reinhardt, Plaintiff ;

vs.

Max. Abrams, restaurant-keeper, of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that on the sixth day of September, 1901, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within 30 days, to ensure their collocation for dividend.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre Dame street.
Montreal, 6th September, 1901. 3586

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re The Whitham Shoe Company Limited, Demanderesse ;

vs.

Hibbard H. Ayer, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires seul sous la raison sociale de "The Club Shoe Company", Défendeur.

Avis est par les présentes donné que par ordre de cette cour, le 19ème jour d'août 1901, j'ai été nommé curateur aux biens du dit défendeur qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon bureau sous 30 jours, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

THOS. H. BAILEY,
Curateur.

45, rue Saint-Maurice, Montréal.
Montréal, 11 septembre 1901. 3587

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re The Whitham Shoe Company Limited, Plaintiff ;

vs.

Hibbard H. Ayer, of the city of Montreal, said district, and there carrying on business as such under the firm name of "The Club Shoe Company", Defendant.

Notice is hereby given that by order of the court, on the 19th day of August, 1901, I was appointed curator to the estate above named, the said defendant having made a judicial abandonment for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within 30 days, to be collocated on the dividend sheet.

THOS. H. BAILEY,
Curator.

45, Saint Maurice street, Montreal.
Montreal, 11th September, 1901. 3588

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 Oscar Despocas, Requérannt cession ;

et
 Joseph P. Girard, Débiteur cédant.
 Avis est donné que le 10e jour de septembre courant, le dit J. P. Girard a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du prothonotaire de la cour supérieure, à Trois-Rivières.

E. D. BOISCLAIR
 Procureur du requérant cession.
 Trois-Rivières, 12 septembre 1901. 3589

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 Oscar Despocas, Petitioner for assignment ;
 and

Joseph P. Girard, Insolvent debtor.
 Notice is given that on the 10th day of September instant, the said J. P. Girard has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court, at Three Rivers.

E. D. BOISCLAIR,
 Attorney for petitioner in assignment.
 Three Rivers, 12th September, 1901. 3590

*Index de la Gazette Officielle de
 Québec, No. 37*

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis,
 etc., 1811.

AVIS : — Québec Central Railway, 1830 ; Règlement
 au sujet du fonds de pension des instituteurs,
 1815.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des — Assemblée
 législative, 1819 ; Conseil législatif, 1817.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Beth Hamedrash
 Haggodol Chevra Shaas of Montreal, 1821 ;
 Corporation of English, German and Polish
 Jews Shaar Hashomayim, 1821 ; Jacques-Car-
 tier Water Power Coy, 1821.

EXAMEN DES CANDIDATS pour licence de mesureurs
 de bois, 1817.

FAILLIS : — Abrams, 1855 ; Ayer, 1855 ; Bridgette,
 1831 ; Fréchette & Frère, 1831 ; Girard,
 1831 ; Girard, 1856 ; Lebœuf, 1832 ; Lepro-
 hon, 1832 ; Savoie, 1831 ; The Herelle Choco-
 late Works, 1831 ; Turgeon, 1832.

LETRES PATENTES, DEMANDES DE : — Club Saint-
 Jacques, 1827 ; Granda Hermanos Y Ca, 1827 ;
 La Cie d'Imprimerie du Lac Saint-Jean, 1829 ;
 La Cie de pulpe et papier de Roberval, 1829 ;
 La Cie de tapis de mousse de mer, 1825 ;
 Lawrence A. Wilson Coy, 1826 ; Montreal
 shirt and overall Coy, 1828 ; The Morin Mills
 Coy, 1826 ; The Saint Johns Straw Works,
 1828 ; The Jewish Times Publishing Coy, 1828.

LETRES PATENTES BREVETES : — Le Club commercial
 des commis-voyageurs, 1814 ; The Novi Modi
 Costume Coy, 1812 ; The Three Rivers Gas
 Heat and Power Coy, 1813.

LICITATION : — Laberge vs Dme Donegani, 1832.

NOMINATIONS : — Cour des Commissaires : — Canton
 Dundee, comté d'Huntingdon, 1811.
 Membre du Conseil des Arts et Manufactures,
 1811.

PROCLAMATIONS : — Convocation des Chambres, 1812 ;
 Jours d'actions de grâces générales, 1809.

SÉPARATIONS DE BIENS : — Dmes Bienvenu vs Meno-
 che, 1824 ; Chevalier vs Chayer, 1824 ; Collin
 vs Letourneau, 1824 ; Dubois vs Champagne,
 1852 ; Garneau vs Baril, 1822 ; Gervais vs
 Dubuc, 1821 ; Gravel vs Guilbault, 1824 ;
 Lecompte vs Chapelle, 1825 ; Marchessault vs
 Duchesneau, 1823 ; March vs Joyal, 1822 ;
 Martin vs Dubreuil, 1822 ; McDonald vs Thom-
 son, 1824 ; Moisan vs Pomerleau, 1824 ; Mur-
 dock vs Maheux, 1823 ; Parent vs Durand,

*Index of the Quebec Official
 Gazette, No. 37*

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices
 &c, 1811.

NOTICE : — Québec Central Railway, 1830 ; Regula-
 tions concerning pension fund of primary in-
 struction, 1815.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : —
 Legislative Assembly, 1819, Legislative Council,
 1817.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — Beth Hame-
 drash Haggodol Chevra Shaas of Montreal,
 1821 ; Corporation of English, German and
 Polish Jews Shaar Hashomayim, 1821 ; Jacques-
 Cartier Water Power Coy, 1821.

EXAMINATION OF CANDIDATES for license as lumber
 cutters, 1817.

INSOLVENTS : — Abrams, 1855 ; Ayer, 1855 ; Brid-
 gette, 1831 ; Fréchette & frère, 1831 ; Girard,
 1831 ; Girard, 1856 ; Lebœuf, 1832 ; Lepro-
 hon, 1832 ; Savoie, 1831 ; The Herelle Choco-
 late Works, 1831 ; Turgeon, 1832.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : —
 Club Saint Jacques, 1827 ; Granda Hermanos
 Y Ca, 1827 ; La Cie d'Imprimerie du Lac
 Saint Jean, 1829 ; The Roberval pulp and
 paper Coy, 1829 ; The Sea Moss Carpet Coy,
 1825 ; Lawrence A. Wilson Coy, 1826 ; Mon-
 treal shirt and overall Coy, 1828 ; The Morin
 Mills Coy, 1826 ; The Saint Johns Straw
 Works, 1828 ; The Jewish Times Publishing
 Coy, 1828.

LETTERS PATENT GRANTED : — Le Club commercial
 des commis-voyageurs, 1814 ; The Novi Modi
 Costume Coy, 1812 ; The Three Rivers Gas
 Heat and Power Coy, 1813.

LICITATION : — Laberge vs Dme Donegani, 1832.

APPOINTMENTS : — Commissioners' Court : — Town-
 ship Dundee, county of Huntingdon, 1811.
 Member of the Council of Arts and Manufactures,
 1811.

PROCLAMATIONS : — Parliament convoked, 1812 ;
 Days of general thanksgiving, 1809.

SERPARATIONS AS TO PROPERTY : — Dmes Bienvenu
 vs Menoche, 1824 ; Chevalier vs Chayer, 1824 ;
 Collin vs Letourneau, 1824 ; Dubois vs Cham-
 pagne, 1822 ; Garneau vs Baril, 1822 ; Gervais
 vs Dubuc, 1821 ; Gravel vs Guilbault, 1824 ;
 Lecompte vs Chapelle, 1825 ; Marchessault vs
 Duchesneau, 1823 ; March vs Joyal, 1822 ;
 Martin vs Dubreuil, 1822 ; McDonald vs Thom-
 son, 1824 ; Moisan vs Pomerleau, 1824 ; Mur-
 dock vs Maheux, 1823 ; Parent vs Durand,

1823 ; Paul-Hus vs Manseau, 1825 ; Payette vs Léger, 1823 ; Poirier vs Belec, 1824 ; René vs Régis, 1823 ; Voyer vs Alain, 1823.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Derrick vs Aller, 1822.

SOUSCRIPTION DISSOUE :—L'association protectrice de Bienfaisance du Canada, 1825.

FERRERES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Dorion, 1817 ; Grandison, 1816 ; Marchand, 1816 ; Mousseau, 1817.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEAUHARNOIS :—Cousineau vs Cossette, 1833.

CHICOUTIMI :—Amyot vs Tremblay, 1834.

GASPÉ :—Leclerc vs Henley, 1834 ; Mouraud *et al*, faillis, 1834.

MONTREAL :—Berard *et al* vs Normandin, 1838 ; Cité de Montréal vs Divers, 1840 ; Corneille, failli, 1836 ; Fortin vs Deragon, 1838 ; Letang vs la Cie du chemin de péage de la Pointe Claire, 1837 ; Racine vs Gohier & Cie, 1835 ; The Canadian Savings Loan and Building Association vs Dme Perusse, 1836 ; The Trust and Loan Coy of Canada vs Foisy, 1839.

QUÉBEC :—Brunet vs Poiré, 1854 ; Dme Letarte vs Dme Breton *et vir*, 1854 ; La cité de Québec vs Roy, 1854.

TROIS-RIVIÈRES :—Doucet vs Milette, 1855.

1823 ; Paul-Hus vs Manseau, 1825 ; Payette vs Léger, 1823 ; Poirier vs Belec, 1824 ; René vs Régis, 1823 ; Voyer vs Alain, 1823.

SEPARATION FROM BED AND BOARD :—Dme Derrick vs Aller, 1822.

SOCIETY DISSOLVED :—L'association protectrice de bienfaisance du Canada, 1825.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, etc.* :—Townships Dorion, 1817 ; Grandison, 1816 ; Marchand, 1816 ; Mousseau, 1817.

SHERIFF'S SALES

BEAUHARNOIS :—Cousineau vs Cossette, 1833.

CHICOUTIMI :—Amyot vs Tremblay, 1834.

GASPE :—Leclerc vs Henley, 1834 ; Mouraud *et al*, insolvent, 1834.

MONTREAL :—Berard *et al* vs Normandin, 1838 ; City of Montreal vs Divers, 1840 ; Corneille, insolvent, 1836 ; Fortin vs Deragon, 1838 ; Letang vs la Cité du chemin de péage de la Pointe Claire, 1837 ; Racine vs Gohier & Cie, 1835 ; The Canadian Saving Loan and Building Association vs Dme Perusse, 1836 ; The Trust and Loan Coy of Canada vs Foisy, 1839.

QUEBEC :—Brunet vs Poiré, 1854 ; Dme Letarte vs Dme Breton *et vir*, 1854 ; The city of Quebec vs Roy, 1854.

THREE RIVERS :—Doucet vs Milette, 1855.

